

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2867 - LUNDI 20 MARS 2017

POLITIQUE NATIONALE

Les leaders du Centre se réconcilient

Dans une déclaration publiée le 15 mars à Brazzaville, la coordination des partis et groupements du Centre, représentée par Jean Michel Bokamba Yangouma, Luc Daniel Adamo Mateta et Digne Elvis Tsalissan Okombi, a décidé d'enterrer la hache de guerre. Les trois signataires de cette déclaration disent avoir abandonné les querelles inutiles pour privilégier l'espace centriste, au détriment de leurs intérêts individuels. De même, la coordination des partis du Centre envisage une nouvelle forme de gestion administrative plus rationnelle, plus ordonnée, plus unie et plus efficace de leur espace.

Page 3



Jean Michel Bokamba Yangouma



Luc Daniel Adamo Mateta



Digne Elvis Tsalissan Okombi

AFRIQUE / DÉVELOPPEMENT

Trouver des modèles de financement favorisant la croissance inclusive



La 5^e édition du Forum international Afrique développement (FIAD) s'est clôturée le 17 mars à Casablanca, au Maroc, sur un appel pressant aux Africains à prendre, de façon commune, la mesure du défi de création des nouveaux modèles de financement pour développer la croissance inclusive sur le continent.

« L'Afrique, vu son niveau de croissance n'a pas à aller chercher son modèle ailleurs. Il faut donc une sorte d'inclusion

Mohammed El Kettani prononçant son discours Photos DR au sein du continent afin de trouver les moyens innovants capables de développer le secteur informel et les Petites et moyennes entreprises », déclarait notamment Lionel Zinsou en restituant les conclusions d'un panel.

De son côté, le Pdg du groupe Attijariwafa bank, initiateur de ce forum, Mohammed El Kettani saluait l'engagement des opérateurs économiques africains dont plus de 2000 avaient pris part à ces assises. Page 10

40 ANS APRÈS SA MORT

Que reste-t-il de l'héritage de Marien Ngouabi ?

Pour se souvenir de l'œuvre de son président fondateur, Marien Ngouabi, assassiné il y a 40 ans, le 18 mars 1977, le Parti congolais du travail a organisé samedi une rencontre d'évocation de sa mémoire qui n'a pas fait mystère des péripéties politico-militaires ayant conduit à sa mort.

Placée sous la supervision du secrétaire général du parti, Pierre Ngolo, cette rencontre a permis à quatre anciens compagnons du président Marien Ngouabi d'édifier les membres et sympathisants du PCT sur les qualités de l'homme et le sens de son combat politique. Page 3

Les membres du PCT célébrant le 40^e anniversaire de la mort du président Marien Ngouabi photo Adiac

AFRIQUE CENTRALE

La BDEAC engagée à appuyer la diversification des économies

La Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale (BDEAC), qui a tenu son conseil d'administration le 18 mars à Brazzaville, a pris l'engagement de renforcer son appui aux Etats, en vue d'une réelle diversification de leurs économies. « Nous sommes saisis de l'effet du choc sur les matières premières. Pour l'atténuer, nous devons renforcer

la politique de la banque dans la diversification économique. Nous devons aller vers les niches au niveau du service, du commerce et des marchandises pour voir comment appuyer nos Etats dans cette démarche de développement », a indiqué le vice-président de cette institution, Armand Guy Zoungué-Sokambi. Page 5

FRANCE / PRÉSIDENTIELLE

Onze candidats en course pour l'Elysée

Le Conseil constitutionnel français a dévoilé hier les derniers parrainages, fixant ainsi la liste définitive des candidats à l'élection présidentielle dont le premier tour est prévu le 23 avril prochain. Deux femmes et neuf hommes restés en lice poursuivent leur campagne électorale. Il s'agit de Nathalie Arthaud, François Asselineau, Jacques Cheminade, Nicolas Dupont-Aignan, François Fillon, Benoît Hamon, Jean Lassalle, Marine Le Pen, Emmanuel Macron, Jean-Luc Mélenchon et Philippe Poutou. Page 9

ÉDITORIAL
Influence

Page 2

BANQUE MONDIALE
La directrice chargée de
l'Environnement en séjour
de travail à Brazzaville

Page 5

ÉDITORIAL

Influence

La Conférence d'Oyo qui permet, il y a dix jours, de signer le Mémoire d'entente sur la création du Fonds Bleu pour le Bassin du Congo l'a démontré de façon claire : le Congo, qui ne figure pourtant pas dans le groupe des pays fortement peuplés du continent, est de plus en plus perçu comme l'un des acteurs majeurs de l'émergence africaine. Et cela constitue, pour chacun de nous, un atout majeur qu'il convient d'exploiter avec intelligence car il est lui-même porteur de grandes avancées politiques, économiques, sociales, culturelles.

Les équipes de l'Agence d'Information d'Afrique Centrale et des Dépêches de Brazzaville qui ont piloté à la demande du gouvernement la partie informationnelle du grand événement que fut la conférence d'Oyo rassemblent actuellement tout ce qui a été dit, écrit, filmé, tweeté, commenté dans les médias et sur les réseaux sociaux à cette occasion. Il ressort de cette quête, menée à l'échelle nationale comme à l'échelle internationale, que l'impact de la conférence d'Oyo est considérable puisque les dizaines de journalistes et d'observateurs présents sur les berges de la rivière Alima en ce moment historique n'ont pas cessé de relayer de mille et une façons les faits qui se déroulaient sous leurs yeux.

Ainsi s'impose l'idée selon laquelle notre pays a aujourd'hui entre les mains tout ce qu'il faut pour jouer un rôle majeur dans l'affirmation de l'Afrique en général, de l'Afrique centrale en particulier sur la scène internationale. Parce que son Président, Denis Sassou N'Guesso, est perçu comme l'un des sages du continent, parce que sa diplomatie se montre de plus en plus active dans les domaines les plus divers, parce que ses intellectuels sont aussi présents que respectés là où se discutent les grandes évolutions de ce temps le Congo voit son influence grandir de jour en jour. Exactement comme ce fut le cas, lorsque se joua il y a trente ans la partie stratégique qui devait aboutir à la fin de l'apartheid en Afrique australe.

Le temps est manifestement venu de tirer de cette avancée les bénéfices de toute nature qu'elle porte en elle. Les dirigeants du monde pour le moins agité dans lequel nous vivons ont besoin et auront de plus en plus besoin de se retrouver de façon régulière dans les lieux privilégiés où l'esprit, la réflexion l'emportent sur l'agitation, le tumulte. Et le Congo dispose désormais de tels lieux comme il vient de le démontrer avec force.

Les Dépêches de Brazzaville

PARITÉ

Les femmes de l'opposition congolaise engagées dans la lutte



Les femmes de l'opposition suivant une formation spéciale sur « l'Affirmation de soi » (DR)

Les femmes de la Fédération de l'opposition congolaise ont organisé, le 16 mars à Brazzaville, dans le cadre des festivités du 8 mars, une causerie-débat, couplée d'une formation spéciale. Elles ont saisi l'occasion pour édifier les unes et les autres sur le rôle que la femme joue dans la société, mais aussi sur le combat que celle-ci doit mener pour garantir la parité homme-femme.

Près d'une centaine de femmes, membres du PSDC, UDR-Mwinda, Ucd, Must, Cj3m et la Cadd ont participé à cette causerie-débat, animée sur le thème : « Femmes dans un monde de travail en évolution ».

Dans les débats libres et interactifs qui ont suivi, les femmes de l'opposition congolaise ont dénoncé les discriminations et les inégalités que la femme en général subit au quotidien, et qui lui empêchent de s'épanouir.

« Conscientes que des discrimi-

nations importantes en rapport avec l'ensemble de leurs droits civils, économiques, socio-politiques et culturels sont encore d'actualité, malgré quelques avancées notables, les femmes de l'opposition congolaise offrent, aujourd'hui, cet espace d'expression qui va permettre à leurs consœurs de parler des problèmes qu'elles rencontrent dans leurs milieux professionnels », a affirmé Dorothee Antoinette Mobonda, cheffe du pôle genre de la Fédération de l'opposition congolaise.

Malgré tout, ces femmes politiques ont exprimé leur optimisme quant à renverser la tendance, car confiantes de leur savoir-faire ; du potentiel qu'elles disposent et du rôle qu'elles jouent dans la société.

« Femmes, nous sommes capables, levons-nous car quand la femme est debout, l'humanité change. Exerçons notre responsabilité pour le bonheur de nos enfants, petits-fils mais

aussi de toute la nation », a souligné la présidente de cette coalition de l'opposition, Claudine Munari.

Pour promouvoir cette parité, au-delà de leurs manquements, ces femmes ont exprimé la nécessité d'être formées afin qu'elles acquièrent une autonomie financière.

Après cet échange, les femmes de l'opposition ont suivi une formation spéciale sur « l'Affirmation de soi ».

Développant ce thème, la formatrice Sonia Mbaya a défini ce concept comme le fait d'être confiant de ce que l'on est, face à autrui ou à son environnement de travail.

Une manière pour la formatrice d'exhorter les femmes d'être sûres de ce qu'elles sont, par conséquent, de s'affirmer devant l'homme, sans complexe car elle aussi a des capacités intellectuelles, managériales et politiques que l'homme.

Firmin Oyé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba,

Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Meryll Mezath
(Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndonga, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Directeur : Charles Zodiolo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto
Diffusion de Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubel-Ngono

TRAVAUX ET PROJETS TRANSVERSES

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Directeur : Philippe Garcia
Assistante : Sylvia Adhass

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-presses : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 983 9227 / (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

VIE DES PARTIS

Bokamba Yangouma, Adamo Mateta et Tsalissan Okombi se réconcilient



Jean Michel Bokamba Yangouma (DR)



Luc Daniel Adamo Mateta (DR)



Digne Elvis Tsalissan Okombi (DR)

Dans une déclaration rendue publique le 15 mars à Brazzaville, la coordination des partis et groupements du Centre, représentée par Jean Michel Bokamba Yangouma, Luc Daniel Adamo Mateta, Digne Elvis Tsalissan Okombi, a décidé d'enterrer la hache de guerre.

Les trois signataires de cette déclaration disent avoir abandonné les querelles inutiles pour privilégier l'espace centriste au détriment de leurs intérêts individuels. De même, la coordination des partis du Centre envisage une nouvelle forme de gestion administrative du Centre plus rationnelle, plus ordonnée,

plus unie et plus efficace. Les partis et groupement du Centre ont pris l'option d'engager tous les responsables et militants de cet espace politique dans une nouvelle dynamique qui conduira inéluctablement cette plateforme vers les futures échéances électorales. Les signataires ont indiqué en outre que cette réconciliation fait suite à plusieurs interpellations provenant aussi bien des divers horizons que de leur propre introspection. « *Tout comme les autres composantes politiques de notre pays, l'espace centriste a été se-*

coué ces derniers temps par un séisme politique de grande envergure qui a profondément entamé son fonctionnement et hypothéqué sa crédibilité », a précisé la déclaration. A cet effet, a-t-elle indiqué, les partis et groupements du Centre ont présenté leurs excuses au président de la République, garant de l'ordre, de la paix et de l'unité nationale, d'une part, et au peuple congolais d'autre part, pour le désagrément qu'ils leur ont causé par la mauvaise gestion de l'espace centriste.

Roger Ngombé

MÉMOIRE

Le PCT se souvient toujours de l'œuvre de Marien Nguabi 40 ans après sa mort

Décédé de manière tragique le 18 mars 1977, Marien Nguabi, président-fondateur du Parti congolais du travail (PCT), a totalisé le 18 mars 2017, ses 40 ans sous terre. Pour se rappeler son œuvre et ses bienfaits, le parti a organisé une rencontre spéciale, consacrée essentiellement aux évocations sur la vie de l'homme.

Quatre cadres et responsables de première heure du PCT, compagnons de lutte du défunt, sont montés tour à tour au créneau, pour édifier leurs sympathisants sur les qualités dont disposait cet homme politique, mais aussi sur son combat politique.

Florent Ntsiba qui a vécu ces moments douloureux, s'est appesanti sur les péripéties politico-militaires ayant conduit à son assassinat crapuleux en plein jour. Sans aller dans les détails, Florent Ntsiba affirme que ce 18 mars 1977, alors qu'il ne s'attendait pas au pire, il eut vent de ce que Marien Nguabi était mortellement violenté, et qu'il se trouverait à l'hôpital militaire dans un état comateux.

« *J'arrive à l'hôpital, j'ai vu le président Marien Nguabi allongé, la mâchoire totalement brisée mais déjà décédé. La douleur était grande. Mais comment annoncer officiellement sa mort, c'était difficile. Tout de suite, nous avons mis en place un comité militaire du parti, composé de onze membres, pour gérer la crise. Séance tenante, ce comité a donc rédigé un communiqué nécrologique que nous avons diffusé le lendemain matin* », a témoigné Florent Ntsiba.

Joséphine Mountou Bayonne, responsable de l'URFC d'alors, une branche féminine du PCT, a pour sa part, orienté son évocation sur le côté humaniste du fondateur de ce parti, Marien Nguabi. Dans son témoignage, elle a loué sa simplicité et son humilité vis à vis de ses collaborateurs et aussi d'autrui.

Maurice Claude Maléla-Soba, lui aussi témoin des faits, a évoqué la conviction qu'avait cet homme d'Etat, de bien conduire les affaires publiques. Marien Nguabi, selon lui, accordait un intérêt particulier à la jeunesse. Le plus souvent, il s'impliquait lui-même dans l'orientation des étudiants.

Le fondateur du PCT, poursuit-il, fut aussi un grand humaniste, et ne rendait pas le mal par le mal. « *Le président Marien Nguabi s'est opposé plusieurs fois à l'exécution de ses anciens camarades, membres du M22* », a précisé Maurice Claude Maléla-Soba.

Après la séance d'évocations, les responsables, cadres, membres et sympathisants du PCT, conduits par son Secrétaire général, Pierre Ngolo, ont déposé une gerbe de fleurs au Mausolée qui porte son nom.

Né le 31 décembre 1938, à Owando, dans la Cuvette, Marien Nguabi est mort à l'âge de 39 ans.

Firmin Oyé

LE FAIT DU JOUR

L'Upads en option électorale

Mourir et renaître : tel peut être le sort actuel de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads), première formation politique de l'opposition congolaise représentée au Parlement. Du 5 au 7 mars, ce parti a pris part, avec d'autres forces politiques, à la concertation politique organisée à Ouesso, le chef-lieu du département de la Sangha (Nord-Congo). Pour en tirer la conclusion que des « avancées » avaient bel et bien été enregistrées à ces retrouvailles au bénéfice de la gouvernance électorale.

Plus concrètement, et c'est ce qui fonde la conviction des dirigeants de l'Upads, trois exigences fondamentales qu'ils portaient depuis les précédentes concertations politiques ont été prises en compte cette fois : recomposition de la Commission

nationale électorale indépendante ; réalisation d'un recoupage électoral transitoire ; plafonnement des dépenses de campagne. Jamais trois sans quatre, mais à l'impossible nul n'est tenu, les contraintes techniques, et certainement budgétaires, ont favorisé le consensus des parties en présence sur le report, en 2018, de l'accès à la biométrie, l'une des mesures revendiquées pour améliorer davantage le processus électoral au Congo.

En exprimant ainsi, avec une forte détermination son engagement à participer aux élections de cette année (législatives, locales, sénatoriales), l'Upads a-t-elle pris une bonne option ? La question mérite en effet d'être posée au regard du parcours de ce parti les douze derniers mois. Jusqu'à la présidentielle du 20 mars 2016, à laquelle elle avait présenté son candidat, le parti que

dirige Pascal Tsaty Mabilia comptait parmi ce que l'on pouvait appeler les forces radicales de l'opposition. Il avait rejeté la concertation politique de Sibiti organisée à la fin de l'année 2015, associait naturellement sa voix au rejet de tout compromis avec le gouvernement en place.

A quel moment l'Upads a-t-elle réalisé qu'elle faisait fausse route ? Certainement au moment où les batailles qu'elle avait engagées dans le cadre du FROCAD (Front pour le respect de l'ordre constitutionnel et l'alternance démocratique) n'avaient plus la chance d'aboutir. La nouvelle Constitution ayant été votée par référendum, l'élection présidentielle remportée par le président sortant, le réalisme politique commandait que l'on tira les leçons de l'expérience vécue. Il n'y a pas de honte à se remettre en question, à revenir en arrière si le pas que l'on

venait de franchir ne mènerait nulle part.

En tout état de cause, le résultat en deçà de la moyenne de son candidat à la présidentielle (4,67%), a pu sonner comme une alerte pour une Upads qui fut de tous les succès lorsqu'elle accéda aux affaires en 1992. Les temps ont bien évidemment changé, mais la seule façon pour les partis de se mieux faire entendre de leurs militants ne sera jamais de pratiquer la politique de la chaise vide. Après le temps passé à se quereller, après le temps de la concertation, il faut qu'arrive celui de l'épreuve de terrain. Justement les élections à venir devront permettre de mesurer le poids de chacun des acteurs qui écument la scène politique nationale, et aussi celui des partis au nom desquels ils parlent souvent très fort.

Gankama N'Siah

VIE ASSOCIATIVE

Amicale internationale nouvelle vision traversée par une crise

Dans la perspective de convoquer une assemblée générale extraordinaire de réconciliation, dont la date reste à fixer, une frange des membres du bureau exécutif national de l'Amicale internationale nouvelle vision (AINV), a organisé le 18 mars à Brazzaville, une conférence de presse, sous la supervision du deuxième vice-président, Alain Niki Niki.

Selon le porte-parole de l'AINV, Serge Edgard Bonguelé, les membres de leur organisation ayant constaté la mauvaise gestion du président actif du bureau exécutif national, Rock Akindou, près de trente-deux membres ont décidé de signer une pétition pour le suspendre de ses fonctions.

Réponse du berger à la bergère, les membres favorables au président actif du bureau exécutif ont convoqué le 4 mars une assemblée générale extraordinaire, présidée par le conseil des sages, qui a décidé de la suspension, à son tour, de près de huit membres de l'organisation.

Le porte-parole de l'AINV a noté que cette assemblée générale extraordinaire n'était pas convoquée conformément



aux textes régissant l'AINV, parce que, a-t-il ajouté, leur association ne dispose pas d'un comité des sages, mais plutôt d'un comité d'honneur. A fortiori, a-t-il poursuivi, le comité d'honneur ne peut pas convoquer une assemblée générale et procéder à la suspension des membres selon les textes fondamentaux de l'organisation.

Alain Niki Niki et Serge Edgard Bonguelé ont appelé les autres membres, se trouvant sous la mouvance de Rock Akindou, de venir s'associer à eux en vue

de préparer l'assemblée générale extraordinaire dont le but, a-t-il rappelé, est de mettre en place les nouvelles instances dirigeantes de l'AINV.

« Nos amis se sont trompés de voie. Cela peut arriver à chacun de nous. Nous les invitons à se ressaisir et à revenir sur la bonne voie. La démarche que nous avons entreprise s'inscrit dans le cadre de la réconciliation entre les membres de notre organisation qui ne parlent plus le même langage depuis un certain temps », a indiqué

Serge Edgard Bonguelé.

Invité par les journalistes à certifier si les dissidents acceptent leur main tendue, Serge Edgard Bonguelé a signifié que le souhait de tous est de les voir revenir aux meilleurs sentiments. « Nous ne pouvons pas cultiver la division. Notre vision de l'Afrique se résume à son développement à travers les idées de ses femmes et de ses hommes leaders chacun dans son domaine. C'est cela notre vision. Ce n'est point le choix des hommes

Le présidium de la conférence de presse (DR) qui nous importe », a-t-il renchérit.

Interrogé sur l'existence actuellement de deux ailes au sein de l'AINV, Serge Edgard Bonguelé a répondu sans ambages qu'il n'y a pas deux AINV. Les journalistes ont voulu en outre savoir si les organisateurs de la conférence de presse sont les membres d'un comité ad hoc chargé de gérer la crise, les orateurs ont insisté qu'ils sont simplement les membres du bureau exécutif national.

Roger Ngombé

unissons-nous
pour les enfants



APPEL À LA CANDIDATURES N°CBR/2017/ALP/001

Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) recherche pour son Bureau du Congo à Brazzaville

Un Consultant (Personne morale ou physique) spécialisé dans l'organisation des retraites de personnel de type « Team Building »

Sous la supervision de l'Association Locale du Personnel en République du Congo, le consultant aura la responsabilité de mettre à la disposition de l'UNICEF une équipe de facilitateurs expérimentés pour animer la retraite 2017 du personnel du bureau qui compte un effectif de 35 staffs.

Le prestataire aura à proposer des activités qui permettront d'asseoir une dynamique de groupe, un esprit d'équipe et de compétition « Bon Enfant » tout au long des travaux, tout en respectant la sensibilité de genre et la culture.

Pour plus de renseignements, les termes références complets sont disponibles à l'UNICEF auprès de la section des Ressources Humaines.

Durée de la consultation

Une (1) semaine à compter de la date de signature du contrat.

Profil et Expertise du consultant

Lire les Termes de Références détaillés

Conditions de service

•Le consultant travaillera à plein temps pendant toute la durée de la consultation. Il disposera de ses propres moyens informatiques et de communication pour accomplir ses tâches. Néanmoins, un espace de travail sera mis à disposition dans les locaux de l'UNICEF durant la consultation.

Dépôt de Candidatures au plus tard le 22 mars 2017 à 12 heures 30 minutes

COMMENT POSTULER :

Les dossiers de candidature sont à envoyés à l'attention de l'Administrateur des Ressources Humaines, UNIQUEMENT par courriel aux adresses suivantes : cbrrecruitment@unicef.org et CBR-Local_Staff_Association@unicef.org

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET REPUBLICATION



En vue du recrutement d'un consultant pour l'élaboration d'un guide des outils de communication communautaire de la Tuberculose en République du Congo. Dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Note conceptuelle Unique de lutte contre le VIH-sida et la Tuberculose en République du Congo ».

La Croix-Rouge française Bénéficiaire Principal communautaire du Nouveau Mécanisme de Financement du Fonds Mondial de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme, recherche un consultant national pour la mise en œuvre des services cités ci-dessus.

Le Coordonnateur du projet invite les individus et bureaux d'études intéressés par le présent avis, à manifester leur intérêt en vue de fournir les services décrit ci-dessus :

Profil du consultant

Le consultant doit être titulaire au moins d'un diplôme en santé publique, ou dans, ou domaines connexes :

- Expérience dans la rédaction de documents normatifs de structures publiques ou d'ONG en matière de santé
- Expériences significatives dans la conduite ou l'étude de projets ou de programmes de santé publique
- Une expérience relative à la prévention et/ou la prise en charge de la tuberculose serait un plus
- Maîtrise du français (écrit et parlé)
- Excellentes capacités rédactionnelles
- Maîtrise des outils informatiques Word, Excel, Power Point et Internet
- Esprit de synthèse
- Pédagogie

Les consultants intéressés doivent soumettre leur CV, une lettre de motivation et une offre comprenant :

- Une description de la méthodologie et des outils proposés ;
- Un chronogramme provisoire ;
- Un budget détaillé.

Les termes de référence indiquant toutes les informations nécessaires sont disponibles au secrétariat de la Croix-Rouge française, sise au N° 290 ter Batignolles sur la route de l'aéroport, dans l'enceinte de l'ASECNA (en face de l'hôtel de l'aéroport), Brazzaville, le contact téléphonique de Natacha NKOUNKA est 00 242 05 330 00 69 ou sur demande par voie électronique à l'adresse suivante :

secretugp-congo.frc@croix-rouge.fr
Adresse de soumission

Les candidatures devront être adressées au coordonnateur du projet et déposées sous pli-fermé au secrétariat de la Croix-Rouge française à l'adresse indiquée ci-dessus, avec la mention « avis de recrutement d'un consultant pour l'élaboration d'un guide d'intervention communautaire pour la prévention et la prise en charge de la Tuberculose en République du Congo », ou par voie électronique : secretugp-congo.frc@croix-rouge.fr

Avec copie :

- respugp-congo.frc@croix-rouge.fr
- hod1-congo.frc@croix-rouge.fr

La date de clôture de dépôt des candidatures est fixée au plus tard le 28 mars 2017 à 16 h 30.

Fait à Brazzaville le 17/03 / 2017

Nazaire BAKALA

Coordonnateur du projet

SECTEUR AGRICOLE

« La sécurité nutritionnelle du Congo estimée à 1000 milliards de FCFA », selon Henri Djombo

Répondant aux préoccupations du deuxième vice-président de la commission Affaires juridiques et administratives du Sénat, Jean-Pierre Ngouya, le 17 mars lors des questions orales au gouvernement avec débat, sur l'état de l'agriculture et de l'alimentation au Congo, le ministre d'Etat, ministre de l'Agriculture, de l'élevage et de la Pêche, Henri Djombo a, d'emblée rappelé aux élus nationaux que la question agricole ne relève pas simplement de la responsabilité des seules autorités qui en n'ont la mission mais de tous les citoyens au besoin de toutes les institutions.



Henri Djombo (DR)

Dans son questionnaire, Jean-Pierre Ngouya est revenu sur l'accord de financement signé entre le Congo et la Banque mondiale pour améliorer et booster l'agriculture congolaise. Ledit accord, d'un montant de 60 milliards n'a pas encore été signé, a informé le ministre Djombo. Et même signé, celui-ci ne représente pas grand-chose au regard des besoins nutritionnels du pays estimés aujourd'hui à 1000 milliards de CFA a-t-il ajouté.

« Pour promouvoir véritablement ce secteur, il faut avant tout qu'on ait des objectifs communs. Donc, une vision commune, que nous décidions ensemble de mettre en place les moyens de mise en œuvre des projets de sorte que nous atteignons les objectifs que nous avons ensemble arrêtés », a-t-il indiqué en substance.

La mise en œuvre des diffé-

rentes politiques dans ce secteur n'a pas produit de grands effets ou encore les effets escomptés, a reconnu le ministre, dans la mesure où, a-t-il déclaré, on n'a pas mis en adéquation les objectifs et les moyens de mise en œuvre.

Henri Djombo s'est référé au plan de soutien à l'agriculture qui, selon lui n'a reçu que 1 milliard de FCFA au cours des trois dernières années, ce qui est

une goutte d'eau dans la mer. « Si nous voulons développer l'agriculture, il faut y mettre les moyens et donc faire de celle-ci, une réelle priorité », a-t-il dit.

Depuis 1985, le Congo n'a plus réalisé de recensement général de l'agriculture mais il est en cours, a informé Henri Djombo, pour, dit-il, disposer des informations et évaluer nos progrès ou nos échecs.

S'agissant des importations de nos aliments, le ministre d'Etat a fait savoir que si nous importons beaucoup c'est parce que l'offre locale ne suffit pas et ce qu'il faut peut-être faire, c'est de réduire la valeur de ces importations pas par un coup de bâton magique mais par l'action.

« La responsabilité nous incombe à tous. Il nous faut faire de sorte que l'agriculture devienne une grande priorité nationale car nous n'avons vraiment pas d'impact sur le marché sous régional », a reconnu le ministre d'Etat.

Au sujet de la dernière préoccupation du vénérable Jean-Pierre

Ngouya relative à la politique du gouvernement en matière de construction des structures de stockage des produits agricoles, Henri Djombo a souligné que le gouvernement, en partenariat avec le PDARP a réalisé quelques constructions le long des routes nationales 1 et 2 notamment à Ngo dans les Plateaux, Bouansa dans la Bouenza, Moulendé dans le Niari, Obouya dans la Cuvette et ailleurs.

La vision du développement agricole est la même hier et aujourd'hui. Elle vise à améliorer les conditions des producteurs, a conclu le membre du gouvernement.

Rappelons que cette séance des questions orales au gouvernement avec débat a connu la participation d'autres ministres notamment celui de l'Aménagement du territoire et des Grands travaux, Jean Jacques Bouya, de l'Energie et de l'hydraulique, Serge Blaise Zoniaba, et de la Culture et des arts, Leonidas Carel Mottom Mamoni.

Jean Jacques Koubemba

AFRIQUE CENTRALE

La BDEAC engagée à soutenir la diversification des économies

La Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale (BDEAC) entend appuyer les pays membres de la sous-région dans la diversification de leurs économies, afin d'atténuer les effets de la crise occasionnée par la chute des matières premières, a indiqué le 18 mars à Brazzaville, le vice-président de cette institution financière, Armand Guy Zoungué-Sokambi.

Au terme du conseil d'administration de la BDEAC, Armand Guy Zoungué-Sokambi a notamment déclaré, « nous sommes saisis de l'effet du choc sur les matières premières. Nous sommes également persuadés que pour l'atténuer nous devons renforcer la politique de la Banque dans la diversification économique. Nous devons aller vers les niches au niveau du service, au niveau du commerce et des marchandises pour voir comment accompagner les pays dans cette démarche de développement ».

Ajoutant : « La BDEAC est plus que jamais engagée auprès de nos Etats. Sous la direction du nouveau président, nous allons renforcer notre politique pour mobiliser beaucoup plus de ressources ».

Interrogé sur la situation financière actuelle de la Banque, Ar-

mand Guy Zoungué-Sokambi a répondu qu'elle se portait bien grâce aux réformes engagées. Dans la même optique, des formations de renforcement de compétences du personnel de la Banque seront organisées.

Le nouveau président de la Banque a pris ses fonctions. Après le conseil d'administration, les actionnaires de la BDEAC ont tenu une assemblée générale au cours de laquelle, l'Equato-Guinéen, Fortunio Ofa Mbo Nchama, a pris ses fonctions en tant que nouveau président de la banque, pour un mandat de cinq ans.

Selon le nouveau président, la situation économique des pays de la sous-région est un défi à relever. Pour ce faire, un plan stratégique 2017-2021 sera adopté dans les prochains mois.

« Je crois que nous ne devons plus nous engager dans des grands projets qui épuisent les ressources. Nous devons plu-

tôt, investir sur des projets qui permettent à nos Etats d'épargner leurs devises en terme d'importation. Nous devons aussi produire pour baisser le coût de ces importations », a souligné Fortunio Ofa Mbo Nchama.

Huitième président de la BDEAC, Fortunio Ofa Mbo Nchama, a été nommé lors de la treizième session de la conférence des chefs d'Etat de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac), tenue le 17 février en Guinée Equatoriale. Il succède au Tchadien Abbas Mahama Tolli, actuellement gouverneur de la BEAC.

Créée en 1975, la BDEAC a, entre autres missions, de promouvoir le développement économique et social des pays de la Cémac via le financement des investissements nationaux et multinationaux intégrateurs. Elle apporte également son concours aux Etats, organisations sous-régionales, institutions financières et aux opérateurs économiques pour la mobilisation des ressources financières et le financement des projets.

Lopelle Mboussa Gassia

BANQUE MONDIALE

La directrice chargée de l'environnement en séjour de travail à Brazzaville

La directrice de l'environnement et des ressources naturelles à la Banque mondiale, Julia Bucknall a effectué le 17 mars dernier, une visite de travail dans la capitale congolaise, au cours de laquelle elle a eu des échanges avec le Premier ministre Clément Mouamba.

Pendant son séjour, Mme Julia Bucknall s'est entretenue également avec la ministre en charge du Plan, de la statistique et de l'intégration, Ingrid Ebouka-Babackas, ainsi qu'avec celle chargée de l'Economie forestière et de l'environnement Rosalie Matondo.

La directrice de l'environnement à la Banque mondiale a évoqué avec les membres du gouvernement congolais les questions liées à l'agenda du Projet de réduction des émissions de gaz à effet de serre résultant de la déforestation et de la dégradation des forêts (REDD+).

Le Congo dont la forêt représente 10% des forêts du Bassin du Congo, est engagé aux côtés des autres Etats de l'Afrique centrale dans la conservation et la gestion durable des écosystèmes forestiers régionaux.

Mme Julia Bucknall a en outre parlé des réformes qui permettraient à la République du Congo d'accéder à un fonds de 114 millions de dollars américains, soit environ 57 milliards de francs CFA. Le Congo a déjà été pré qualifié dans le processus d'accession à ce fonds.

La visite de la directrice de l'environnement de la Banque mondiale à Brazzaville intervient après la signature le 9 mars à Oyo dans le département de la Cuvette du mémorandum d'accord sur la création du Fonds bleu pour le Bassin du Congo. Le Fonds bleu pour le Bassin du Congo est une initiative du Congo annoncée l'an dernier lors de la COP 22 à Marrakech au Maroc. Il promeut le développement d'une économie verte à travers une bonne gestion des ressources fauniques, florales et des cours d'eau de la région.

Détentrice d'un Master en politique et planification environnementales, Mme Julia Bucknall a travaillé dans diverses régions du monde sur les questions d'environnement, de gestion des ressources en eau, de changement climatique et d'énergie.

Christian Brice Elton

AVIS D'APPEL A CANDIDATURES POUR LE RECRUTEMENT D'UN SPECIALISTE EN COMMUNICATION

La Délégation Générale aux Grands Travaux procède, dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de Développement Urbain et de Restructuration des Quartiers Précaires (DURQuaP), au recrutement d'un spécialiste en communication pour le compte de la Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral.

1. Mission

Sous la supervision du Coordonnateur de la cellule, le spécialiste en communication aura toutes les activités relatives à la gestion de la communication, l'information et à la sensibilisation dans le cadre de l'exécution du projet. Les termes de référence de la mission sont disponibles à la coordination du projet DURQuaP.

2. Profil requis du candidat:

Le candidat devra satisfaire aux critères suivants :

- Etre titulaire d'un diplôme d'études universitaires (Master ou équivalent) en sciences de l'information et de la communication ou autre diplôme équivalent ;
- Avoir une expérience professionnelle d'au moins cinq (5) ans comme spécialiste en communication
- Avoir une excellente maîtrise de l'outil informatique, de l'internet et des réseaux sociaux ;
- Posséder d'excellentes capacités de communication, à l'écrit comme à l'oral ;
- Etre capable de travailler au sein d'équipe

multidisciplinaire.

- Faire montre d'un esprit de création et d'innovation, et savoir prendre des initiatives.

Les qualités suivantes seront un atout :

- Maîtrise de l'anglais et des langues nationales ;
- Expérience professionnelle dans des projets des bailleurs de fonds multilatéraux ;

3. Composition du dossier de candidature.

- Une lettre de motivation adressée au Ministre de l'Aménagement du Territoire et des Grands Travaux ;
 - Un Curriculum Vitae détaillé faisant ressortir les expériences professionnelles ou personnelles dans le domaine de la communication ;
 - Une copie des certificats/attestations de travail, attestations de formation en communication et de tous autres documents justifiant des compétences pour la mission
- Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

4. Durée de la mission

La durée du contrat s'étend sur douze (12) mois renouvelables si les prestations du consultant sont jugées satisfaisantes par la coordination du projet.

5. Lieu de la mission

Le(a) candidat(e) doit assurer sa prestation à la Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral (CEP) au Ministère de l'Aménage-

ment du Territoire et des Grands Travaux et sur le terrain de la zone éligible du projet.

6. Date limite de dépôt des candidatures

Le 03 avril 2017 à 12 heures, heure locale.

7. Lieu de dépôt des candidatures

A l'attention de la Délégation Générale aux Grands Travaux (Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral)

Boulevard Denis SASSOU NGUESSO, immeuble TAMBADOU, à côté de l'hôtel King Maya, 5ème Etage.

BP 1127 Brazzaville – République du Congo

Tél : (+ 242) 06 956 86 64 ; 05 386 35 32

Fax : (+ 242) 22 81 65 78

Personne responsable : BATOUNGUIDIO

Email : ceprbaddggt@yahoo.com ,

batoung123@gmail.com

N.B. l'enveloppe extérieure doit porter l'inscription suivante :

« Dossier de candidature au poste de Spécialiste en communication du projet DURQuaP à la Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral ».

« A ne pas ouvrir avant la séance d'ouverture »

**Fait à Brazzaville, le
Le Coordonnateur Technique**

Oscar OTOKA.

AVIS D'APPEL A CANDIDATURES POUR LE RECRUTEMENT DE DEUX CHARGES DE MISSION TECHNIQUE INGENIERIE PROJET DE DEVELOPPEMENT URBAIN ET DE RESTRUCTURATION DES QUARTIERS PRECAIRES (DURQUAP)

La Délégation Générale aux Grands Travaux procède, dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de Développement Urbain et de Restructuration des Quartiers Précaires (DURQuaP), au recrutement de deux chargés de mission technique ingénierie pour le compte de la Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral.

1. Mission

Sous la supervision du Coordonnateur de la cellule, les chargés de mission technique ingénierie assureront le suivi technique du projet. Ils travailleront avec les maîtres d'œuvres et autres parties impliquées dans le projet.

Les termes de référence de la mission sont disponibles à la coordination du projet DURQuaP.

2. Profil requis des candidats:

Les candidats devront avoir:

- Une formation supérieure (Bac+5), avec une spécialisation en Génie civil ou équivalente ;
- Une expérience professionnelle d'au moins dix (10) ans dont au moins cinq (5) en qualité d'ingénieur de suivi des projets dans les domaines similaires à ceux exigés par le projet, avec au moins cinq références pertinentes dans l'assistance à la maîtrise d'ouvrage ou la participation à l'exécution de projets de développement urbain ;
- Une bonne connaissance de l'outil informatique en général, des outils Office (word, Excel, PowerPoint) et de l'internet est nécessaire pour son travail ;
- Une bonne connaissance et expériences du contexte d'exécution des projets urbains au Congo et/ou dans la sous-région.

-Une connaissance des procédures de passation de marchés financés par la Banque mondiale et les autres bailleurs de fonds internationaux serait un atout ;

-La capacité de travailler en équipe, de proposer des solutions aux problèmes rencontrés et prendre des initiatives ;

-Une bonne expression orale et écrite en français ;

-Être capable de travailler sous pression en équipe.

3. Composition du dossier de candidature.

- Une demande adressée au Ministre de l'Aménagement du Territoire et des Grands Travaux, tenant lieu de lettre de motivation ;
- Un Curriculum Vitae détaillé faisant ressortir les expériences professionnelles ou personnelles, notamment dans le domaine des infrastructures urbaines, restructuration des quartiers, renforcement des institutions ;
- Une copie des certificats/attestations de travail, attestations de formation, et de tous autres documents justifiant des compétences pour la mission

Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

4. Durée de la mission

La durée de chaque contrat s'étend sur douze (12) mois renouvelables si les prestations du consultant sont jugées satisfaisantes par la Coordination du projet.

La durée du projet est de cinq (05) ans.

5. Lieu de la mission

Les candidat(e)s doivent assurer leurs prestations à

la Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral (CEP) au Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Grands Travaux et sur le terrain de la zone éligible du projet. Ils auront résidence respectivement à Brazzaville et à Pointe Noire.

6. Date limite de dépôt des candidatures

Le 03 avril 2017 à 12 heures, heure locale.

7. Lieu de dépôt des candidatures

A l'attention de la Délégation Générale aux Grands Travaux (Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral)

Boulevard Denis SASSOU NGUESSO, immeuble TAMBADOU, à côté de l'hôtel King Maya, 5ème Etage. BP 1127 Brazzaville – République du Congo

Tél : (+ 242) 06 956 86 64 ; 05 386 35 32 ; Fax : (+

242) 22 81 65 78

Personne responsable : BATOUNGUIDIO

Email : ceprbaddggt@yahoo.com , batoung123@gmail.com

N.B. l'enveloppe extérieure doit porter l'inscription suivante :

« Dossier de candidature au poste de Chargé de mission Technique Ingénierie du DURQuaP à la Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral ».

« A ne pas ouvrir avant la séance d'ouverture »

Fait à Brazzaville, le

Coordonnateur Technique,

Oscar OTOKA.

ZONE ÉCONOMIQUE SPÉCIALE DE POINTE-NOIRE

Alain Akouala Atipault et Zhou Chao parlent de la prochaine étape

Une délégation chinoise conduite par le vice-président du Fonds Sino-Africain de développement, Zhou Chao, a eu une séance de travail le 17 mars avec le ministre chargé des Zones économiques spéciales, Alain Akouala Atipault pour faire le point sur les engagements pris et sur l'opération de bornage de la zone économique spéciale de Pointe-Noire.

« Nous avons échangé sur l'opération d'identification des propriétaires et des biens qui se déroule actuellement à Pointe-Noire, et la prochaine étape du travail des experts chinois », a expliqué Alain Akouala Atipault.

Ajoutant: « L'opération d'identification des propriétaires et des biens va bientôt prendre fin. Puis, on rentrera dans une phase très importante qui est celle de l'enquête parcellaire pour vérifier de

manière concordante les informations recueillies lors de l'enregistrement de l'identification ». Et de conclure: « la délégation qui a réaffirmé son optimisme sur la viabilité économique du processus de création de la ZES de Pointe-Noire viendra présenter le plan d'aménagement industriel et de planification de l'espace ».

En effet, après le lancement du processus d'enquête préalable et parcellaire en décembre



Séance de travail entre le ministre Alain Akouala Atipault et la délégation Chinoise (crédit photo Adiac)

2016, le lancement des travaux de délimitation de la Zone économique spéciale (ZES) de Pointe-Noire marque un tournant décisif dans la réalisation de ce projet cher au gouver-

va s'étendre sur une superficie de 30km², au terme des travaux de délimitation et de bornage effectués sur le terrain. Mis en place par le gouvernement chinois, le Fonds sino-africain

a annoncé 60 milliards de dollars d'aide pour le continent africain, essentiellement sous forme de prêts. Cette enveloppe doit financer des programmes de coopération notamment dans l'industrie. Une opportunité que compte bien saisir le Congo pour accélérer son développement.

C'est le premier fonds de placement en actions de Chine, spécialisé dans l'investissement en Afrique. De sa création à aujourd'hui, il a donné une forte impulsion aux entreprises chinoises d'investir en Afrique, plaçant la Chine au premier plan des pays qui accompagnent l'Afrique.

Yvette Reine Nzaba

« Nous avons échangé sur l'opération d'identification des propriétaires et des biens qui se déroule actuellement à Pointe-Noire, et la prochaine étape du travail des experts chinois »

nement de la République, un projet qui mobilise aussi les partenaires du Congo tels que la Chine.

Rappelons que la zone économique spéciale de Pointe-Noire

de développement a pour but de favoriser le développement économique entre la Chine et l'Afrique. Lors du sommet Afrique-Chine de Johannesburg en décembre 2015, Pékin

AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT

(SERVICES DE CONSULTANT)

Projet d'aménagement de la route Ketta - Djoum et de facilitation du transport sur le corridor Yaoundé - Brazzaville, Phase 2.

Secteur : « Transport »

Référence de l'accord de financement : Prêt N°2000130014482

N° d'Identification du Projet : P-Z1-DB0-167

DATE : 20 mars 2017.

AMI N° : 002-2017

La République du Congo a obtenu un financement de la Banque Africaine de Développement (BAD) afin de couvrir le coût du Projet d'aménagement de la route Ketta - Djoum et de facilitation du transport sur le corridor Yaoundé - Brazzaville, Phase 2, et a l'intention d'utiliser une partie des sommes au titre de ce prêt pour financer le contrat de Consultant pour le « contrôle et la surveillance des aménagements connexes au Projet ». Les services prévus au titre de ce contrat comprennent le contrôle et la surveillance des travaux de réhabilitation / construction de cinq (05) écoles (blocs administratifs, salles de classe, logements pour enseignants, blocs de latrine, forages, etc.), construction des murs de clôture, de quatre Centres de Santé Intégrés (CSI), l'étude, la conception et la surveillance des travaux de construction de la Gare routière de Sembé, la réhabilitation des pistes rurales et la construction des forages et des puits d'eau. Le délai de réalisation de la mission est de Dix-huit (18) mois et le démarrage est prévu au troisième trimestre de 2017.

La Délégation Générale aux Grands Travaux ci-après dénommée « l'Organe d'Exécution » (OE), invite les Consultants nationaux à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, disponibilité de personnel qualifié, etc.). Les consultants peuvent se mettre en association pour augmenter leurs chances de qualification.

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux « Règles et Procédures pour l'utilisation des

Consultants » de la Banque Africaine de Développement, édition de Mai 2008, révisée en Juillet 2012 qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>.

Les Consultants nationaux intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : du lundi à vendredi de 09 h à 14 h.

Les expressions d'intérêt doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le 04 avril 2017 à 12 heures 30 mn (heure locale) et porter expressément la mention :

« Projet d'aménagement et de bitumage de la route Ketta - Djoum, contrôle et surveillance des aménagements connexes au Projet »

À l'attention de : Monsieur le Ministre de l'Aménagement du Territoire et des Grands Travaux, Délégation Générale aux Grands Travaux
Coordination Technique
Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral, Immeuble TAMBADOU, 5^e Étage (Secrétariat), sise n°2 avenue de la Base, au croisement avec le Boulevard Denis SASSOU N'GUESSO, Batignolles.
BP : 1127 ; Tél. : (+242) 06 956 86 64 ; 05 386 35 32
Fax : (+242) 22 283 54 60 ;
E-mail : ceprbaddggt@yahoo.com ;
batoung123@gmail.com

Fait à Brazzaville, le

Le Coordonnateur de la Cellule,

BATOUNGUIDIO.



CICR

VENTE DE VEHICULES

Le CICR met en vente les véhicules suivants :

| | | |
|----|------------|--------------------|
| 1. | N° CICR | 14224 |
| | N° Plaque | IT 343 HJ 4 |
| | Marque | TOYOTA |
| | Type | EB713 5 Places |
| | Année | 2011 |
| | N° Chassie | JTEEB71J-107006618 |
| | N° Moteur | 1HZ-0622517 Diesel |
| 2. | N° CICR | 14267 |
| | N° Plaque | IT 344 HJ 4 |
| | Marque | TOYOTA PICK UP |
| | Type | HZJZ6 |
| | Année | 2011 |
| | N° Chassie | JTELB71J-707086174 |
| | N° Moteur | 1HZ-0636910 Diesel |

NOTE:

- Tous les véhicules sont en état de fonctionnement, ont subi un entretien régulier et ont toujours appartenu au même propriétaire (CICR)

La date limite de dépôt des offres : 31.03.2017 à 17h00

SANTÉ PUBLIQUE

Le Fonds mondial inquiet du non-versement de la contrepartie du Congo dans les projets cofinancés

En mission à Brazzaville depuis quelques jours, la délégation du Fonds mondial de lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme, conduite par le manager régional pour l'Afrique centrale, Tina Draser, a échangé le 15 mars avec les membres du Comité de coordination nationale (CCN) que dirige Benjamin Atipo

Cette assemblée générale extraordinaire, tenue au siège du CCN, a été axée sur le débriefing de la mission ainsi que l'examen et la validation de la reprogrammation des activités. En effet, cette structure regroupe les représentants de l'Etat, des agences du système des Nations unies, des ONG et associations de la société civile ainsi que d'autres partenaires. « *Le Fonds mondial de lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme travaille en partenariat avec la République du Congo depuis 2006. Nous avons jusqu'à maintenant financé la lutte contre ces trois maladies à hauteur de 43 millions d'euros. Je suis venue discuter avec le gouvernement sur comment on peut continuer le partenariat qui est conditionné par une complémentarité du financement entre les deux parties* », a expliqué la cheffe de la délégation.

Pendant son séjour, cette délégation a rencontré les autorités gouvernementales dont la ministre de la Santé et de la population et les représentants du budget. Une autre rencontre a été également prévue avec la primature. « *Malheureusement, les engagements*



Les participants ; crédit photo Adiac

financiers du gouvernement congolais dans la lutte contre ces maladies ne se sont pas manifestés jusqu'à maintenant pour nous permettre de continuer notre financement au-delà de 2017. Nous attendons que le gouvernement achète par exemple les médicaments anti-rétroviraux (ARV) pour 2017 et au-delà », a déploré Tina Draser devant la presse.

Des inquiétudes sur la prise en charge des malades du Sida

Mais au sortir de la rencontre avec la ministre de la Santé et de la population, Jacqueline Lydia Mikolo, le manager régional pour l'Afrique centrale du Fonds mondial de lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme a dit avoir reçu des assurances. Selon elle, la ministre a pris l'engagement de tout mettre en œuvre pour acheter les ARV pour les adultes pour l'année

2017. « *Il y a une certaine urgence, parce qu'il y a rupture des stocks, il y a beaucoup de personnes vivant avec le Sida*

à verser ses fonds de contrepartie qui oscillent entre 15 et 20 milliards FCFA. C'est ainsi que les deux parties ont négocié et sont tombées d'accord pour que cette dette soit échelonnée dans le temps au regard de la conjoncture que le pays traverse. Pour le président du CCN, cette visite leur a permis de trouver quelques pistes de solutions pour essayer de combler ce gap financier et de prendre des engagements afin que les médicaments soient disponibles et que les malades puissent en bénéficier. « *Le Congo aujourd'hui est dans les difficultés que nous connaissons tous par rapport à la conjoncture internationale. Nous avons dit de façon très claire à nos partenaires s'ils pouvaient augmenter les allocations notamment la prise en charge non seulement des traitements pédiatriques sur le VIH mais également des traitements adultes comme ils le font dans d'autres pays dont la République démocratique du Congo* », a indiqué Benjamin Atipo.

qui n'ont plus d'accès aux médicaments, mais la ministre nous a confirmé qu'il y a des commandes en cours, nous sommes donc de bonne foi que cela va se réaliser », espère Tina Draser.

En effet, le Fonds mondial de lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme, qui appuie le Congo depuis 2006 a déjà investi plus de 60 milliards FCFA. Mais depuis 2015, le pays n'arrive plus

Rappelons que le Fonds mondial a mis à la disposition du CCN une somme de 10 milliards FCFA pour la période 2016-2017 pour lui permettre de dérouler des activités. Pour la période 2018- 2020, il est prévu une allocation de 18 milliards FCFA.

Parfait Wilfried Douniama

VIH/SIDA

Kinshasa accepte de prêter des antirétroviraux à Brazzaville

La République Démocratique du Congo et la République du Congo (RDC) ont signé un accord de prêt des antirétroviraux. Kinshasa approvisionnera Brazzaville.

Oly Ilunga Kalenga, ministre de la Santé publique de la RDC, n'a donc pas effectué le déplacement de la capitale congolaise les mains vides. Il était, en effet, porteur d'un important lot d'antirétroviraux. C'est le ministre de la Fonction publique et de la réforme de l'Etat, Aimé Ange Wilfrid Bininga, représentant la ministre de la Santé et de Population, qui a réceptionné le lot des médicaments après avoir paraphé l'accord, en présence de la représentante de l'Organisation mondiale de la santé, Fatoumata Binta Diallo. « *Nous sommes satisfaits du geste de la RDC vis-à-vis du peuple frère du Congo, plus*



Les deux ministres signant l'accord de prêt (DR)

précisément d'une couche de citoyens vivant avec le VIH », a déclaré Aimé Ange Wilfrid Bininga qui a, par ailleurs, salué cette solidarité agissante entre les deux Etats. Le ministre Oly Ilunga Kalenga a, pour sa part, souhaité que cet

esprit de collaboration, dans la surveillance épidémiologique et bien d'autres domaines soit préservé pour continuer à apporter des réponses aux problèmes qui peuvent subvenir à l'avenir.

Rominique Nerplat Makaya

CSTC

La tenue du congrès retardée faute de finances

La Confédération syndicale des travailleurs du Congo (CSTC) a prorogé, le 17 mars à Brazzaville, les mandats de toutes les instances de leur organisation à l'issue d'une session du conseil confédéral. Cette reconduction des mandats découle du manque de subvention estimée à plus de cent millions de francs CFA, devant aider ladite organisation syndicale à tenir son prochain congrès ordinaire. De ce fait, elle sollicite une subvention de l'Etat pour la tenue de son congrès en décembre 2017.

En outre, la CSTC déplore la non tenue des élections professionnelles qu'elle souhaite également en décembre prochain. Elle tient déjà à mobiliser sa base au niveau des départements pour ces futures échéances. Le président de cette grande centrale, Elault Bello Bellard, a demandé aux membres de ladite organisation d'observer scrupuleusement les textes la régissant.

Rappelons que la Confédération syndicale des travailleurs du Congo est, depuis 1996, la plus grande centrale du Congo avec près de trois mille adhérents.

Fortuné Ibara

CHU DE BRAZZAVILLE

Augmenter le niveau de compétences pour améliorer la qualité des soins

La deuxième phase des sessions de renforcement des capacités des cadres du Centre hospitalier et universitaire (CHU) de Brazzaville, en vue de l'amélioration de la gouvernance hospitalière, se déroule du 14 au 20 mars au Centre Inter-Etat de santé publique en Afrique centrale (CIESPAC)

Animées par des experts de l'Ecole des hautes études en santé publique (EHESP) de Rennes en France, ces sessions de formations visent à augmenter le niveau de compétences pour améliorer la qualité des soins du CHU de Brazzaville. En effet, les participants dont la majorité ont pris part à la première phase, vont approfondir leurs connaissances sur des thèmes déjà connus. Il s'agit, entre autres, de la gestion des ressources humaines, financières et logistiques ; l'élaboration du projet d'établissement ; le management et la qualité de soins. Selon le Professeur en management des ressources humaines à l'EHESP, Yann Dubois, la première a permis d'expliquer aux participants la méthode d'élaboration d'une fiche métier. La deuxième phase consiste, quant à elle, à la rédaction des fiches métier, et la troisième est liée à leur utilisation. « Je suis extrêmement confiant que les parti-

cipants sont à même de combler nos attentes parce qu'à la fin de la première phase, je leur avais demandé de préparer des fiches pour me les remettre au retour afin que nous y travaillions. Le constat est que tout le monde a réalisé sa fiche. En septembre, quand toutes les fiches seront rédigées, nous allons voir comment les utiliser. L'utilisation va du recrutement du personnel à la formation en passant par l'évaluation », a-t-il expliqué.

Lançant officiellement les travaux de cette phase, la directrice générale du CHU a rassuré les participants et les formateurs de son entière disponibilité quant à répondre présente aux différentes formations organisées dans le cadre de la coopération bilatérale et multilatérale. D'après Gisèle Marie Gabrielle Ambiero, cette formation, la deuxième du genre, leur dotera d'outils nécessaires pour rebondir et affronter les défis actuels.



Legendes et credit photos: La DG du CHU et les formateurs posant avec les participants ; crédit photo Adiac

« Le CHU a beaucoup de défis à relever au niveau de l'administration et de la maintenance (technique, médicale, soins infirmiers, services cliniques). Mais pour cela, il faut toujours passer par la formation. Profitez donc de l'expertise de nos partenaires français qui nous accompagnent d'une manière quotidienne dans cette épopée de la remise à niveau ou en état de CHU », a-t-elle invité.

Rappelons que ces sessions de formation qui ont démarré en janvier dernier s'inscrivent dans le cadre des contrats de désendettement et de développement (C2D). Il s'agit précisément d'une convention d'appui au CHU de Brazzaville signée entre le gouvernement congolais et l'Agence française de développement (AFD). Intitulé « Projet de rénovation des infrastructures d'eau et d'assainissement

du CHU et amélioration de la gouvernance hospitalière », il s'articule autour de trois composantes. La première concerne la rénovation des réseaux d'eau à usage domestique et du réseau d'eau anti-incendie ; la deuxième est relative à la réhabilitation des réseaux des eaux usées et pluviales. La dernière consiste en la formation des cadres en gestion hospitalière.

Parfait Wilfried Douniama

IMMIGRATION

Il existe désormais une antenne Desti Consultants Group à Brazzaville

L'objectif est de permettre à tous les candidats du Congo qui caressent l'ambition d'aller au Canada pour entreprendre des études ou d'immigrer de devenir résidents temporaires ou permanents.

Dans le cadre de la vulgarisation du nouveau dispositif, une conférence de presse axée essentiellement sur la politique sectorielle de Desti Consultants Group liée à la réglementation et au besoin de la structure s'est tenue le 16 mars à la Chambre de commerce de Brazzaville. Au cours de cette rencontre, plusieurs thèmes ont été développés par le président de Desti Consultants Group, Abderahmane Magagi : le processus d'immigration au Canada, l'immigration temporaire et l'immigration permanente, et enfin, les dates limites pour les demandes d'admission.

Dans son intervention, le président de Desti Consultants Group, Abderahmane Magagi, s'est appesanti sur l'importance des critères de sélection.

« Le Canada a besoin de personnes compétentes, formées, universitaires ou professionnelles. Il y a des grilles et critères de sélection », a-t-il indiqué. Et d'ajouter : « Dès que quelqu'un nous approche, on le fait passer à travers tout le processus pour voir si le candidat convient. Après ce travail préliminaire, conformément à la réglementation et au besoin de la structure, nous avons l'obligation de remettre à l'individu un contrat de service professionnel. Après l'avoir lu et compris, il procède à une signature conjointe et le travail commence ». Dans l'immigration temporaire et permanente, dit-il, il y en a qui viennent comme touristes visiter le Canada. D'autres viennent pour y résider en permanence. Parmi eux il y a des investisseurs, des entrepreneurs, des travailleurs autonomes, des travailleurs qualifiés, et des étudiants. Abderahmane Magagi, a assuré que la législation a un peu changé. Les autorités canadiennes, essentiellement québécoises se sont rendu compte qu'il est facile à un jeune qui débarque au Québec ou au Canada d'étudier et de

s'intégrer.

Répondant à la presse sur l'inscription et les critères à remplir, l'orateur a dit que cinq mois au maximum suffisent à un étudiant qui l'approche d'aller étudier au Canada. En outre, rappelle-t-il, le montant à verser pour la première année tourne autour de 4 à 5 millions FCFA. Les dates limites des demandes d'admission, pour les sessions d'automne se font le 1er mars dans la plupart des universités, mais dans certains programmes ils s'effectuent le 1er mai. Pour les sessions d'hiver? en ce qui concerne les étudiants étrangers, c'est le 1er septembre. Les écoles professionnelles ont l'accès plus ou moins flexible.

En rappel : basé à Montréal, Québec, Desti Consultants Group, est une des firmes de consultation en immigration parmi les plus expérimentées et les mieux établies dans l'Est du Canada. Sa mission consiste à accompagner les candidats dans leurs démarches d'immigration afin d'optimiser les chances pour l'atteinte des objectifs des aspirants.

Guillaume Ondzé

MOIS DE LA FEMME

Reconnaitre les qualités et les compétences du personnel féminin de l'Université Marien- Nguouabi

« La femme dans un monde de travail en évolution : planète 50-50 d'ici 2030 », tel a été le thème de la conférence-débat organisée le 17 mars dernier à Brazzaville par les autorités rectoriales.

Comme chaque année, la journée internationale de la femme (8 mars) est un repère pour cette couche sociale de la population car elle marque le renouvellement des engagements pris par les Nations unies concernant l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'endroit des femmes.

Le Recteur de l'Université Marien-Nguouabi, le professeur Jean Rosaire Ibara a reconnu à cette occasion les inégalités qui existent encore entre les deux sexes au sein de son institution. Il a promis apporter dans toute la mesure du possible des réponses appropriées à cette préoccupation notamment, lever les obstacles en reconnaissant les qualifications et les compétences du personnel féminin.

Dans son exposé, la responsable du point focal genre à l'Université Marien-Nguouabi, Virginie Ndessabeka a mis en exergue le large champ que renferme cette thématique axée sur l'autonomisation des femmes et de la protection de ses droits. Selon elle, cette problématique doit être prise sous l'angle de la rationalité. « Offrir à tous une éducation de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ; parvenir à l'égalité des sexes et rendre les femmes et les filles autonomes ; promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et axée sur le long terme ; un plein emploi productif et un travail décent pour tous ; et enfin, réduire les inégalités dans les pays et entre ceux-ci », a-t-elle souligné.

Pour l'oratrice, si les femmes n'y prennent garde et ne réagissent pas à temps, elles vont perdre les droits acquis, ou ceux-ci seront limités, mieux encore remis en question. « Parce que, a-t-elle insisté, en 2015 la communauté internationale a procédé à l'évaluation de Beijing + 20. Et malheureusement, les données chiffrées sur la situation de la femme dans le monde de l'année 2000 ont été renouvelées en 2015, c'est exactement les mêmes chiffres. Plus de 70% des personnes vivant dans l'extrême misère sont des fillettes ou des femmes ; deux tiers des 900 millions d'adultes analphabètes sont des femmes ; 25 à 50% des femmes ont été victimes des violences physiques ou sexuelles d'un partenaire masculin et dans notre pays c'est souvent un proche parent d'après l'étude qui a été menée l'année dernière par le ministère de la Promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement », a signifié Virginie Ndessabeka.

La conférence-débat s'est déroulée en présence d'un parterre d'enseignants et du personnel non enseignant féminin, du vice-recteur, des chefs d'établissement, des directeurs centraux, des représentants des syndicats des travailleurs de l'université, ainsi que des représentants des bureaux des associations des étudiants.

Guillaume Ondzé

PRÉSIDENTIELLE FRANÇAISE

Deux femmes et neuf hommes sur la ligne de départ

La liste des candidats à l'élection présidentielle française a été révélée le samedi 18 mars par le président du Conseil constitutionnel, Laurent Fabius. Au total, 11 candidats sont en lice dont deux femmes et neuf hommes. Le premier tour de ce scrutin aura lieu le 23 avril et le second le 7 mai 2017.

Ces leaders politiques ont obtenu les 500 parrainages nécessaires pour être candidat à l'élection présidentielle. En 2012, dix candidats étaient en course pour l'Élysée, contre un de plus en 2017.

Voici la liste des candidats à la présidentielle en France:

Nathalie Arthaud (Lutte ouvrière)
François Asselineau (Union populaire républicaine)
Jacques Cheminade (Solidarité et progrès)
Nicolas Dupont-Aignan (Debout la France)
François Fillon (Les Républicains)
Benoît Hamon (Parti socialiste)
Jean Lassalle (Résistons !)
Marine Le Pen (Front national)
Emmanuel Macron (En marche !)
Jean-Luc Mélenchon (La France insoumise)
Philippe Poutou (Nouveau parti anticapitaliste).

Christian Brice Elion

FORUM AFRIQUE DÉVELOPPEMENT

Trouver des modèles de financement favorisant la croissance inclusive

Les champions de la 5^{ème} édition du Forum international Afrique développement (FIAD) se sont éteints vendredi 17 mars à Casablanca, au Maroc, avec un appel pressant de voir les hommes et les femmes qui font l'Afrique à prendre, de façon commune, la mesure du défi de voir le continent créer des nouveaux modèles de financement pour développer sa croissance inclusive.

« L'Afrique, vu son niveau de croissance n'a pas à aller chercher son modèle ailleurs. Il faut donc une sorte d'inclusion au sein du continent afin de trouver les moyens innovants capables de développer le secteur informel et les Petites et moyennes entreprises qui favorisent une pertinence économique », a déclaré l'ancien Premier ministre du Bénin, Lionel Zinsou, faisant la restitution du panel axé sur l'inclusion financière en Afrique, principal thème de cette 5^{ème} édition du FIAD.

Afin d'y parvenir, il a appelé à un élan d'échange et de partage d'expérience, citant le Maroc et le Rwanda, deux pays considérés comme des modèles dans le financement de l'agriculture, mais aussi des services.

En effet, en s'octroyant une place naturelle dans le concert des rencontres d'échanges économiques et commerciaux du continent, le FIAD permet aux décideurs politiques ainsi qu'aux acteurs privés qui fondent l'économie, d'évoquer les problématiques de développement. C'est dans ce contexte qu'outre l'épineuse question des financements qui constitue un véritable frein aux initiatives privées, pourtant source de croissance, celle de l'urbanisation galopante des villes africaines a également figuré au menu des échanges.

Ainsi, après un état des lieux des panelistes sur la problématique de l'urbanisation et comment parvenir à une inclusion sociale, il apparaît qu'au regard de l'augmentation des habitants dans les grandes villes,

il est impérieux de doubler les infrastructures de base et procéder à une planification urbaine. C'est le cas de dire que le continent a tout intérêt à se tourner vers la gouvernance urbaine partagée en impliquant tous les acteurs (publics et privés) en vue de relever le défi de la pauvreté grandissante dans les zones urbaines.

Un engagement des communautés à défier les contingences

Comme lors des précédentes éditions, mais à échelle quelque peu différente, la 5^e édition a marqué l'engagement des communautés africaines, en témoigne la présence du président burkinabé, Roch Christian Marc Kaboré et bien d'autres personnalités, à mutualiser davantage leurs efforts pour construire une Afrique forte de ses atouts, une Afrique décomplexée.

« Votre présence tout au long des travaux de cette 5^e édition du Forum, votre contribution active, vos encouragements aux participants, votre attention particulière à la jeunesse en soutenant personnellement les jeunes lauréats aux Trophées du Jeune Entrepreneur, votre soin à visiter les entreprises en plein rendez-vous B to B, votre inauguration du Marché de l'Investissement, sont pour nous un gage extraordinaire scellant davantage cette mobilisation collective des communautés économiques engagées en Afrique », a précisé le Pdg du groupe Attijariwafa bank, Mohammed El Kettani, clôturant les travaux. Car, a-t-il poursuivi, cet



Le président burkinabé, Roch Christian Kaboré a été l'invité d'honneur de cette édition (DR)

engouement est la preuve de la solidarité agissant des filles et fils du continent et un engagement à « se solidariser pour des créations de valeurs partagées et atteindre le niveau de développement que méritent les Africains ».

Avec ses 2000 opérateurs participants, l'édition de 2017 qui n'a pas dérogé à la règle des « B2B » a favorisé plus de 4.000 rendez-vous d'affaires concrétisés en marge des plénières. Parmi les secteurs ayant suscité plus de sollicitations et de demandes de partenariat figurent la construction de bâtiments et le développement urbain, l'agriculture et l'agro-industrie, l'énergie, les industries alimentaires, les services financiers, le commerce de gros et le négoce.

En matière de coopération, l'import-export, la coopération logistique, la franchise et distribution

croisée puis l'investissement et les joint-ventures ont été les plus enregistrés.

Associer le secteur privé dans la démarche de la bonne gouvernance C'est le sens à donner au Trophée de la coopération sud-sud qui vise à couronner les meilleures initiatives africaines évoluant dans plusieurs secteurs d'activités.

Pour cette année 2017, sur 28 projets sélectionnés à travers le continent, le jury composé des représentants des patronats africains a retenu sept dont trois d'entre eux ont été primés selon les critères définis, notamment l'impact social et la région ou l'implantation.

Tenant compte de ses deux critères fondamentaux, le premier prix, « Platinum », a été remporté par LILA, une société tunisienne de production et de commercialisation d'articles hygiéniques en Afrique.

Quant aux prix, « Gold » et « Silver », ils ont été décernés respectivement à HPS, société marocaine spécialisée dans l'édition des solutions de paiement électronique dédiées aux institutions financières et à SANIA, société ivoirienne acteur majeur de l'industrie agricole en Afrique de l'ouest intervenant dans l'hévéa, la canne à sucre et le palmier à huile.

Toutefois, un « Prix spécial » a été attribué à Coris Bank œuvrant en Afrique de l'ouest pour ses efforts dans la promotion de l'accès au financement des TPE et PME de la zone UEMOA. De même, en sa qualité de premier chef d'Etat invité à ce Forum, un prix dit « trophée souvenir » a été remis au président Roch Christian Marc Kaboré invité d'honneur à cette 5^e édition.

De notre envoyé à Casablanca, Guy-Gervais Kitina

CENTRAFRIQUE

La situation humanitaire se dégrade

Depuis le mois de septembre dernier, la situation humanitaire se dégrade en Centrafrique en raison de la hausse des violences et des foyers de tension, a averti le jeudi 16 mars, le bureau des Nations unies pour la coordination des Affaires humanitaires (OCHA), qui a déploré une baisse du financement de l'aide internationale.

« Faute de financement », l'ONU déplore une diminution des rations alimentaires ainsi que le retrait des

acteurs humanitaires de certaines régions. Et dans un communiqué, elle a indiqué qu'« un Centrafricain sur cinq est soit déplacé soit réfugié dans les pays limitrophes », ce qui concerne près de 900.000 personnes. « Avec la recrudescence de la violence et la multiplication des foyers de tension depuis le mois de septembre 2016 et le premier trimestre 2017, plus de 100.000 nouveaux déplacés ont été enregistrés », portant leur nombre à 402.240, ajoute le communiqué.

Selon l'ONU, la Centrafrique « de-

meure le seul pays au monde où la moitié de la population doit sa survie à l'aide humanitaire », soit 2,2 millions de personnes. « Le financement de l'action humanitaire suit une tendance à la baisse amorcée depuis 2014 », déplorent les Nations unies. « Le budget du Plan de réponse humanitaire 2017 pour la Centrafrique d'un montant de 399,5 millions de dollars n'est financé à ce jour qu'à hauteur de 5% soit 19 millions ».

Au terme d'une réunion mercredi à

Yaoundé, l'ONU a lancé un appel aux donateurs internationaux pour venir en aide à la Centrafrique. Quelque 2,2 milliards de dollars ont été promis sur trois ans pour le relèvement de ce pays par les donateurs internationaux réunis en novembre 2016 à Bruxelles.

Ce pays, classé parmi les plus miséreux au monde, peine à se relever du conflit provoqué par le renversement en 2013 du président François Bozizé par la coalition Séléka prétendant défendre les droits des musulmans en commettant de graves violences dans Bangui,

ce qui a entraîné une contre-offensive des milices anti-Balaka majoritairement chrétiennes.

En raison des interventions militaires française (Sangaris) et onusienne, un calme relatif est ensuite revenu dans la capitale et certaines régions. Mais des groupes armés menacent toujours les civils dans l'intérieur, comme ces dernières semaines dans la région de Bambari (centre-est), et malgré la présence de 12.500 Casques bleus dans le pays.

Nestor N'Gampoula

Ouvert à Brazzaville

BUROTEC

www.burotec.biz

Agence Brazzaville : Rez-de-chaussée, Immeuble 5 Février 1979 - Brazzaville - République du Congo
E-mail : contactbz@burotec.biz / salesbz@burotec.biz - Tél. : (00242) 05 537 14 71 / 05 537 14 75

Esselte, Rapid, trefol, Followes, PILOT, Qbox, PARKER, RHODIA, EXACOMPTA, SIBERID

Agence Pointe Noire : 98, Avenue Charles de Gaulle - B.P. 828
E-mail : contact@burotec.biz / vente@burotec.biz - Tél. : 06 677 66 56 / 05 524 26 78 / 22 294 08 04

LITTÉRATURE

14^e Printemps des poètes des Afriques et d'ailleurs de Thierry Sinda

Le 14^e Printemps des poètes des Afriques et d'Ailleurs animé par Thierry Sinda et Moa Abaid a lieu à Paris du 11 au 19 mars. Il est placé sous le patronage du professeur Martial Sinda, le premier poète de l'AEF et professeur honoraire à la Sorbonne. Le festival a pour thème «Les Afriques en création» et rend hommage au poète malgache de renom Dox (1913-1978). Rencontre avec Thierry Sinda.

Les Dépêches de Brazzaville : Cela fait quatorze ans que vous organisez à Paris le Printemps des poètes des Afriques et

d'ailleurs. Qu'est-ce qui explique la longévité de votre festival ?

Thierry Sinda : Il y a bientôt dix-neuf ans était créé le Printemps des Poètes ; et étant donné que la poésie est affaire de cercle, j'ai voulu que la poésie des Afriques d'hier et d'aujourd'hui soit représentée en France. Alors j'ai créé le Printemps des poètes des Afriques et d'ailleurs. Nous sommes un cercle de poètes engagés dans le mémoriel ayant trait aux drames du monde noir : esclavages et colonisation,



Thierry Sinda, créateur du printemps de poètes des Afriques et d'ailleurs ©ADIAC

et nous sommes également contre toute forme d'injustice par le verbe, en jonglant avec les mots de manière artistique. Nous sommes regroupés sous l'étiquette de l'école de la néo-Négritude, qui déborde quelque peu de la simple couleur de peau, puisqu'il y a parmi nous quelques Africains du Maghreb.

LDB : Le thème national du Printemps des poètes est «Les Afriques». Qu'en pensez-vous ?

T.S. : Je suis fort heureux et très fier que notre marque de fabrique poétique « les Afriques en poésie » ait été transformée en thème national. Le thème «Les Afriques»

nous l'avons passé dans notre moule néo-négritudien, et il est devenu «Les Afriques en construction» car les Afriques se rencontrent paradoxalement plus dans les grandes villes de France, que sur le continent africain ou dans les îles des Caraïbes ou de l'Océan indien. Or c'est l'unité qui fait la force, comme vous le savez...

LDB : Le poète à l'honneur est le malgache Dox (1913-1978). Pouvez-vous nous présenter succinctement cet auteur majeur de Madagascar et inconnu dans l'espace francophone ?

T.S. : Il a écrit près de treize recueils de poèmes en malgache. Chants capricorniens,

ouvrage épuisé durant vingt-et-un ans, vient d'être réédité à Paris par les éditions Sèpia (filiale de l'Harmattan). C'est une grande première pour cet auteur malgachographe, dont l'unique recueil de poèmes en français est maintenant dans l'espace francophone international ! A l'époque coloniale, il a fait partie du groupe Mitady ny very qui prônait une Renaissance malgache en langue malgache. Dox est un poète ésotérique, astronome et illuminé. Je pense qu'il rencontrera des adeptes sur le continent africain et bien au-delà.

LDB : Vous lancez lors du festival la collection Poètes des Afriques et d'ailleurs aux éditions Delatour France, le premier livre sera Chant du Black Paname du poète martiniquais Henri Moucle. De quoi s'agit-il exactement ?

T.S. : Lors du dixième anniversaire du festival, j'ai fixé nos rencontres dans un ouvrage de 624 pages l'Anthologie des poèmes d'amour des Afriques et d'ailleurs (Orphie, 2013); et maintenant je souhaite fixer individuellement les poèmes de qualité des poètes des Afriques et d'ailleurs dans la collection éponyme que j'ai l'insigne honneur de diriger aux éditions Delatour France.

Propos recueillis par Rose-Marie Bouboutou

CHRONIQUE

Journée mondiale du travail social

Depuis 1983, le monde célèbre la journée mondiale du travail social et ce, dans le but de mettre en relief l'utilité du travail des «professionnels de l'action sociale».

Le travail social est défini comme « une pratique professionnelle et une discipline qui promeut le changement et le développement social, la cohésion sociale, le développement du pouvoir d'agir et la libération des personnes ».

Les principes de justice sociale, de droit de la personne, de responsabilité sociale collective et de respect des diversités sont au cœur du travail social, qui se retrouve étayé par les théories du travail social, les sciences sociales, les sciences humaines et des connaissances autochtones.

Le travail social encourage les personnes et les structures à relever les défis de la vie et agit pour améliorer le bien-être de tous.

Chaque édition annuelle s'établit ainsi sur un thème précis, et si en 2015 la question de la dignité humaine était à l'affiche, en 2017 c'est une réflexion proposée sur le développement durable, qui mettra en exergue la dignité de la personne humaine et le développement durable.

Il faut retenir que l'action sociale n'est plus vécue de nos jours, simplement comme un «service social» mais bien plus comme un «service à la personne» dans un environnement à préserver en le soutenant, et la tendance est trop forte qui tend à associer le respect de la personne humaine à celui de son cadre de vie à respecter dans l'optique du «développement durable».

Ainsi, les 21 et 22 mars 2017 la Journée internationale du travail social se déroulera au siège de l'ONU à Genève sur le thème « Travail social et Développement durable », qui se propose d'explorer ces enjeux à partir de la question: quelles sont les contributions du travail social et les compétences nécessaires à la mise en œuvre des Objectifs du développement durable des Nations unies (ODD) ?

Cette manifestation, co-organisée par la Fédération internationale des travailleurs sociaux (FITS), l'Association internationale des écoles de travail social (AIETS), l'Institut de recherche des Nations unies pour le développement social (UNRISD) et la HETS aura pour objectif l'augmentation de la connaissance et des synergies entre le monde du travail social et celui des organisations internationales.

La durabilité constitue l'un des principaux changements de règle de notre siècle, elle se répercute sur le travail social car elle est étroitement liée à la relation entre les communautés humaines, à leur avenir et à leur environnement. Ce thème s'adressera en particulier aux personnes, fonctionnaires internationaux, professionnels du travail social, étudiantes et étudiants, ainsi qu'à toute personne intéressée.

Ferréol Gassackys

LITTÉRATURE

Une unité d'industrie culturelle médiAfrique éditions voit le jour au Congo

La naissance de MédiAfrique éditions a été actée au cours de la réunion du 08 mars 2017 tenue au siège de MédiAfrique communication à Brazzaville et l'annonce a été faite dans un communiqué de presse rendu public, le 15 mars dernier par la secrétaire administrative et littéraire chargée des finances de cette structure, Sylvie Dyclo-Pomos.

Le communiqué de presse indique que l'agence de développement culturel MédiAfrique communication et l'association Nouvel'Art ont décidé de mutualiser leurs efforts, leur expertise culturelle et civique et leurs imaginaires pour donner naissance à l'unité d'industrie culturelle MédiAfrique éditions.

Ainsi, le directeur exécutif et littéraire de MédiAfrique Editions est l'écrivain Matondo

Kubu Turé, poète, metteur en scène et romancier qui anime une équipe spécialisée de quatre membres qui sont : Sylvie Dyclo-Pomos, secrétaire administrative et littéraire chargée des finances ; Andrée Sylvie Boulhoud, secrétaire chargée du sponsoring ; Victor Mbilampassi, secrétaire chargé du Pôle événements ; et Antoine Yrika, secrétaire chargé du Pôle relations publiques.

MédiAfrique éditions se propose de lancer d'entrée de jeu trois collections, à savoir : poésie (Atelier Muuntu), fiction (Nouvel'Art) et Essais (Palabre ouverte). Toutefois MédiAfrique éditions exige que les écrivains souhaitant bénéficier de ses services exécutent un premier travail de mise en forme de leurs textes et ne lui

adressent leurs propositions qu'en version électronique (mails, clé USB, disque dur externe).

Si pour l'année 2017, MédiAfrique Editions envisage de ne publier que trois livres à raison d'un titre par collection, la moyenne de sa publication pour les années ultérieures sera de six ouvrages l'année. Enfin, MédiAfrique éditions lancera une revue annuelle d'orientation culturelle intitulée « Congo square » ouverte aux créations contemporaines, aux échanges d'idées et à l'imaginaire le plus novateur de notre temps.

Notons que le siège de MédiAfrique communication sis au 57 de la rue Bandzas à Moungali Brazzaville est aussi de facto celui de MédiAfrique éditions.

Bruno Okokana



LE RESEAU DES SMARTPHONES

PROMO TO SEPELA

Liste des gagnants du 4^{ème} tirage

AG Partners

| Numéros de Téléphones | Gains | Numéros de Téléphones | Gains | Numéros de Téléphones | Gains |
|-----------------------|-------------------|-----------------------|-------------------|-----------------------|--------------------|
| 055202217 | Smartphone | 053166266 | Smartphone | 044664115 | 10 000 FCFA |
| 041069368 | Smartphone | 056927141 | Smartphone | 055622948 | 10 000 FCFA |
| 044718375 | Smartphone | 056626883 | Smartphone | 040868710 | 10 000 FCFA |
| 044730350 | Smartphone | 044723220 | Smartphone | 055588856 | 10 000 FCFA |
| 056515241 | Smartphone | 044896532 | Smartphone | 044299813 | 10 000 FCFA |
| 057000965 | Smartphone | 040286741 | Smartphone | 055165849 | 10 000 FCFA |
| 057343541 | Smartphone | 044641597 | Smartphone | 055603084 | 10 000 FCFA |
| 056256447 | Smartphone | | | 044701572 | 10 000 FCFA |
| 053721640 | Smartphone | 056917524 | 5 000 FCFA | 055612020 | 10 000 FCFA |
| 044493055 | Smartphone | 055825013 | 5 000 FCFA | 040134268 | 10 000 FCFA |
| 050492340 | Smartphone | 056554375 | 5 000 FCFA | 055085720 | 10 000 FCFA |
| 044908851 | Smartphone | 055110864 | 5 000 FCFA | 053361342 | 10 000 FCFA |
| 044210165 | Smartphone | 057041069 | 5 000 FCFA | 055947484 | 10 000 FCFA |
| 050866343 | Smartphone | 055796602 | 5 000 FCFA | 056505289 | 10 000 FCFA |
| 056459006 | Smartphone | 055536083 | 5 000 FCFA | 050231503 | 10 000 FCFA |
| 056189946 | Smartphone | 056206625 | 5 000 FCFA | 056495591 | 10 000 FCFA |
| 055719388 | Smartphone | 056500997 | 5 000 FCFA | 055336483 | 10 000 FCFA |
| 044801168 | Smartphone | 055894656 | 5 000 FCFA | 055927195 | 10 000 FCFA |
| 055464090 | Smartphone | 053579036 | 5 000 FCFA | 040068670 | 10 000 FCFA |
| 055273089 | Smartphone | 055895434 | 5 000 FCFA | 040363421 | 10 000 FCFA |
| 056217933 | Smartphone | 055758902 | 5 000 FCFA | 055809370 | 10 000 FCFA |
| 044458886 | Smartphone | 044502006 | 5 000 FCFA | 057275107 | 10 000 FCFA |
| 055583343 | Smartphone | 055631197 | 5 000 FCFA | 044882692 | 10 000 FCFA |
| 050070668 | Smartphone | 055973307 | 5 000 FCFA | 055748694 | 10 000 FCFA |
| 057600808 | Smartphone | 055722883 | 5 000 FCFA | | |
| 056106841 | Smartphone | 055201161 | 5 000 FCFA | 055121265 | 15 000 FCFA |
| 053585407 | Smartphone | 057252570 | 5 000 FCFA | 044573842 | 15 000 FCFA |
| 055583585 | Smartphone | 055648741 | 5 000 FCFA | 055944719 | 15 000 FCFA |
| 056419701 | Smartphone | 053558351 | 5 000 FCFA | 040103056 | 15 000 FCFA |
| | | 044709813 | 5 000 FCFA | | |
| | | 050703628 | 5 000 FCFA | | |
| | | 040372339 | 5 000 FCFA | | |



LE RESEAU DES SMARTPHONES

PROMO TO SEPELA
 Liste des gagnants
 du 4^{ème} tirage
 (suite)



| Numéros de Téléphones | Gains | Numéros de Téléphones | Gains | Numéros de Téléphones | Gains |
|-----------------------|--------------------|-----------------------|--------------------|-----------------------|--------------------|
| 050371905 | 15 000 FCFA | 053050411 | 20 000 FCFA | 055621423 | 25 000 FCFA |
| 055036039 | 15 000 FCFA | 044313139 | 20 000 FCFA | 053065739 | 25 000 FCFA |
| 044057767 | 15 000 FCFA | 055842209 | 20 000 FCFA | 050661717 | 25 000 FCFA |
| 055238995 | 15 000 FCFA | 057928452 | 20 000 FCFA | 056332453 | 25 000 FCFA |
| 057330170 | 15 000 FCFA | 040405874 | 20 000 FCFA | 040253039 | 25 000 FCFA |
| 055731616 | 15 000 FCFA | 055670209 | 20 000 FCFA | 055807970 | 25 000 FCFA |
| 053589769 | 15 000 FCFA | 040524781 | 20 000 FCFA | 050260208 | 30 000 FCFA |
| 053227373 | 15 000 FCFA | 053826461 | 20 000 FCFA | 040295005 | 30 000 FCFA |
| 055147117 | 15 000 FCFA | 057091333 | 20 000 FCFA | 055776674 | 30 000 FCFA |
| 057556875 | 15 000 FCFA | 055466936 | 20 000 FCFA | 056114546 | 30 000 FCFA |
| 055623320 | 15 000 FCFA | 055671814 | 25 000 FCFA | 055821065 | 30 000 FCFA |
| 055785538 | 15 000 FCFA | 055882584 | 25 000 FCFA | 056937387 | 30 000 FCFA |
| 044097122 | 15 000 FCFA | 055252654 | 25 000 FCFA | 056085696 | 30 000 FCFA |
| 056565389 | 15 000 FCFA | 040367936 | 25 000 FCFA | | |
| 056389864 | 15 000 FCFA | 040255925 | 25 000 FCFA | | |
| 040477602 | 15 000 FCFA | 055853205 | 25 000 FCFA | | |
| 040124714 | 15 000 FCFA | 050516972 | 25 000 FCFA | | |
| 057631499 | 15 000 FCFA | 056618569 | 25 000 FCFA | | |
| 055206741 | 15 000 FCFA | 057277194 | 25 000 FCFA | | |
| 055075712 | 15 000 FCFA | 044450254 | 25 000 FCFA | | |
| 056422570 | 20 000 FCFA | 044028603 | 25 000 FCFA | | |
| 056889346 | 20 000 FCFA | 055717078 | 25 000 FCFA | | |
| 055280027 | 20 000 FCFA | 057751140 | 25 000 FCFA | | |
| 050073342 | 20 000 FCFA | 055627162 | 25 000 FCFA | | |
| 056312561 | 20 000 FCFA | 044453089 | 25 000 FCFA | | |
| 055314005 | 20 000 FCFA | 055625013 | 25 000 FCFA | | |
| 055390784 | 20 000 FCFA | 050067033 | 25 000 FCFA | | |
| 044065156 | 20 000 FCFA | 044651825 | 25 000 FCFA | | |

**Gagnant du voyage
 pour Dubaï**
05 684 09 63

APPEL A CANDIDATURES POUR LE RECRUTEMENT DU CHARGE DE SAUVEGARDES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALE DU PROJET DE DÉVELOPPEMENT URBAIN ET DE RESTRUCTURATION DES QUARTIERS PRECAIRES.

1. Contexte et justification

Le Gouvernement congolais participe avec la Banque Mondiale au cofinancement des activités du projet de Développement Urbain et de Restructuration des Quartiers Précaires (DURQuaP). Ce projet, concentré à Brazzaville et Pointe-Noire, s'inscrit dans la poursuite des activités menées dans le cadre du Projet Eau, Electricité et Développement Urbain (PEEDU). Il a pour objectifs (i) d'améliorer l'accès aux infrastructures et services de base pour les populations vivant dans les quartiers précaires à Brazzaville et à Pointe-Noire et (ii) de renforcer les capacités du Gouvernement et des municipalités en matière de restructuration urbaine.

Le montant prévisionnel du cofinancement est de 120 millions de dollars US.

Le Gouvernement par le biais du Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Grands Travaux assurant la tutelle du projet se propose de recruter un chargé de Sauvegardes environnementales et sociales de la Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral (CEP).

2. Description de la mission

En tant que membre de l'équipe de la cellule d'exécution des projets, le chargé de Sauvegardes environnementales et sociales est placé sous l'autorité directe du Coordonnateur du projet DURQuaP à qui il rend compte de ses activités, des problèmes rencontrés et des solutions envisagées. Il travaille en étroite collaboration avec les autres experts de la Cellule, ainsi qu'avec les autres parties prenantes impliquées dans l'exécution du projet de Développement Urbain et de Restructuration des Quartiers Précaires (DURQuaP). La durée du projet DURQuaP est de cinq (05) ans.

Plus précisément, il exécute les tâches suivantes :

- Conseiller le Coordonnateur en matière de respect des aspects socio-environnementaux du Projet DURQuaP ;
- Assurer la coordination et la liaison avec les structures gouvernementales, le personnel municipal, les représentants des quartiers, et les entreprises engagées dans le projet sur le volet environnemental et social ;
- S'assurer que les entreprises exécutent l'ensemble des travaux selon les spécifications du cahier des Clauses Environnementales et Sociales et du PGES ;

- Collaborer étroitement avec les prestataires de service, public ou privés, impliqués dans la mise en œuvre des activités du projet ;
- Assurer le suivi de la mise en conformité environnementale et sociale du Projet selon la loi nationale, les conventions internationales et les politiques de sauvegardes environnementales et sociales la Banque Mondiale ;
- Assurer le filtrage environnemental et social de tous les investissements en déterminant la nature et l'ampleur des problèmes et, au besoin, la portée des évaluations environnementales et sociales à réaliser ;
- Elaborer les Termes de référence pour le recrutement des consultants et superviser l'élaboration des EIES (ou PGES) et du Plan d'Action de Réinstallation (PAR) produits par les consultants en collaboration avec les maîtres d'œuvre et les différentes structures impliquées dans la mise en œuvre du projet DURQuaP, pour les activités à mener au titre du projet ;
- S'assurer de la bonne qualité des documents de sauvegardes environnementales et sociales à soumettre à la Banque pour approbation et publication préalable avant les travaux et suivre leur mise en œuvre ;
- Organiser le travail de pré-validation interne des études environnementales sociales et du PCR ;
- Faciliter l'octroi des autorisations administratives le cas échéant, auprès des structures et institutions impliquées dans la mise en œuvre du projet DURQuaP ;
- S'assurer de l'insertion dans les DAO et les marchés des travaux du Cahier des Clauses Environnementales et Sociales en relation avec le Chargé en Passation des Marchés de la Cellule d'exécution des projets en Partenariat Multilatéral (CEP) ;
- Participer aux campagnes de sensibilisation, de mobilisation et d'encadrement des communautés bénéficiaires, pour qu'elles contribuent à la réalisation et à la pérennisation des infrastructures et aménagements réalisés ;
- Veiller à la réalisation des formations en matière de bonnes pratiques environnementales et sociales, à l'attention des parties prenantes (fonctionnaires de l'Etat, agents des municipalités et des représentants des quartiers) ;
- Participer à l'élaboration et la mise à jour des PTBA du Projet DURQuaP, en ce qui concerne le suivi environnemental et social ;

- Fournir les éléments pour assurer la mise à jour du plan de passation des marchés ;
- S'assurer que la surveillance et le suivi environnemental pendant les phases des travaux sont effectués par tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du PGES ;
- Elaborer le mécanisme de gestion des plaintes du projet et le mettre en œuvre en collaboration avec les autres partenaires au projet ;
- Envoyer le rapport de mise en œuvre du mécanisme de gestion des plaintes tous les trois mois à l'intention de la Banque mondiale ;
- Rédiger les rapports d'activités trimestriels sur les mesures de sauvegardes environnementales et sociales à l'intention de la Banque Mondiale et de tout autre intervenant du suivi environnemental et social du projet DURQuaP ;
- Rédiger et envoyer sans délai des rapports circonstanciés en cas d'incidence environnementale ou sociale (par exemple suite à la survenance ou modification substantielle de risque environnemental ou social lié au projet) ou encore en cas d'accident ;
- Participer aux missions de supervision et d'évaluation de la Banque ;
- Assurer toute autre tâche qui pourrait lui être confiée par le coordonnateur de la Cellule d'exécution des projets en Partenariat Multilatéral (CEP).

3. Profil requis du candidat :

- Le candidat devra avoir :
- Une formation universitaire Bac+5, avec une spécialisation en sciences environnementales et sociales ou équivalent ;
 - Une expérience professionnelle d'au moins 05 ans dans le suivi environnemental et social des projets de développement ;
 - Une bonne connaissance de l'outil informatique en général, des outils Office (word, Excel, PowerPoint) ;
 - Une bonne connaissance du suivi des projets de développement et notamment des procédures et de la réglementation nationales, des procédures et les politiques opérationnelles de la Banque Mondiale en matière de sauvegarde environnementale et sociale et les autres bailleurs de fonds internationaux ;
 - La capacité de travailler en équipe et de proposer des solutions aux problèmes rencontrés ;
 - Une bonne expression orale et écrite en français ;
 - La capacité de travailler sous pression.

Les candidatures féminines sont vivement souhaitées.

4. Composition du dossier de candidature.

- Une demande adressée au Ministre de l'Aménagement du Territoire et des Grands Travaux, tenant lieu de lettre de motivation ;
- Un Curriculum Vitae détaillé faisant ressortir les expériences professionnelles ou personnelles, notamment dans le domaine de l'environnement.

5. Durée de la mission

La durée du contrat s'étend sur douze (12) mois renouvelables si les prestations du consultant sont jugées satisfaisantes par la Coordination du projet.

6. Lieu de la mission

Le(a) candidat(e) doit assurer sa prestation à la Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral (CEP) au Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Grands Travaux et sur le terrain de la zone éligible du projet.

7. Date limite de dépôt des candidatures

Le 03 avril 2017 à 12 heures, heure locale.

8. Lieu de dépôt des candidatures
A l'attention de la Délégation Générale aux Grands Travaux (Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral)
Boulevard Denis SASSOU NGUESSO, immeuble TAM-BADOU, à côté de l'hôtel King Maya, 5ème Etage.
BP 1127 Brazzaville - République du Congo
Tél : (+ 242) 06 956 86 64 ; 05 386 35 32
Fax : (+ 242) 22 81 65 78
Personne responsable : BATOUN-GUIDIO
Email : ceprbaddggt@yahoo.com , batoung123@gmail.com

N.B. l'enveloppe extérieure doit porter l'inscription suivante :
« Dossier de candidature au poste de Spécialiste chargé des sauvegardes environnementales et sociales à la Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral ».

A ne pas ouvrir avant la séance d'ouverture »

Fait à Brazzaville, le

Le Coordonnateur Technique,

Oscar OTOKA. -

Simplifiez-vous la vie avec les forfaits BCI !

A la BCI vous pouvez regrouper les essentiels de la gamme de produits et services à un prix forfaitaire, connu à l'avance. Fini les tracas : vous pouvez dire adieu à vos prélèvements multiples mensuels ! Faites des économies, allant jusqu'à plus de 70.000 F par an !

LE FORFAIT SÉRÉNITÉ

Composition :

- Carte bancaire : LEADER
- SMS BANKING : BCI SANGO
- 1 Chéquier par an
- Virement BCI vers BCI
- Frais d'édition d'extrait de compte
- Réduction chez nos partenaires
- **Prix : 2500 FCFA**

LE FORFAIT SÉRÉNITÉ PLUS

Composition :

- Carte bancaire : VISA CLASSIC
- SMS BANKING : BCI SANGO
- 2 Chéquiers par an
- Virement BCI vers BCI
- Frais d'opposition en cas de perte ou vol
- Virements permanents sur un compte épargne
- Réductions chez nos partenaires
- **Prix : 5.000 FCFA**

LE FORFAIT PRESTIGE

Composition :

- Carte Bancaire haut de gamme : VISA GOLD
- WEB-BANKING
- 2 Chéquiers par an
- Virement BCI vers BCI
- Frais d'édition d'extrait de compte
- Frais d'opposition en cas de perte ou vol
- Augmentation de plafond de la carte
- Virements permanents sur compte épargne
- Réductions chez nos partenaires
- **Prix : 10.000 FCFA**

De plus, vous bénéficierez de remises pouvant aller jusqu'à 50% de réductions, chez nos nombreux partenaires grâce à votre carte membre.

NB : Ces tarifs sont HT

Radisson BLU
M'BAMOU PALACE HOTEL
BRAZZAVILLE

**NOUVELLE CARTE AU
FEU DES SAVEURS LE 20 MARS 2017**

**NOUVELLES ENTRÉES, SAVEURS AFRICAINES ET
GRILLADES AVEC SERVICE À TABLE**

**OUVERT TOUS LES JOURS
12H – 15H30 // 18H – 22H30**

le feu des saveurs

AVIS D'APPEL A CANDIDATURES POUR LE RECRUTEMENT DE DEUX CHARGES DE MISSION TECHNIQUE INGENIERIE PROJET DE DEVELOPPEMENT URBAIN ET DE RESTRUCTURATION DES QUARTIERS PRECAIRES (DURQUAP)

La Délégation Générale aux Grands Travaux procède, dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de Développement Urbain et de Restructuration des Quartiers Précaires (DURQuaP), au recrutement de deux chargés de mission technique ingénierie pour le compte de la Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral.

1. Mission

Sous la supervision du Coordonnateur de la cellule, les chargés de mission technique ingénierie assureront le suivi technique du projet. Ils travailleront avec les maîtres d'œuvres et autres parties impliquées dans le projet. Les termes de référence de la mission sont disponibles à la coordination du projet DURQuaP.

2. Profil requis des candidats:

Les candidats devront avoir:

- Une formation supérieure (Bac+5), avec une spécialisation en Génie civil ou équivalente;
- Une expérience professionnelle d'au moins dix (10) ans dont au moins cinq (5) en qualité d'ingénieur de suivi des projets dans les domaines similaires à ceux exigés par le projet, avec au moins cinq références pertinentes dans l'assistance à la maîtrise d'ouvrage ou la participation à l'exécution de projets de développement urbain;
- Une bonne connaissance de l'outil informatique en général, des outils Office (word, Excel, PowerPoint) et de l'internet est nécessaire pour son travail;
- Une bonne connaissance et expériences du contexte d'exécution des projets urbains au Congo et/ou dans la sous-région.

- Une connaissance des procédures de passation de marchés financés par la Banque mondiale et les autres bailleurs de fonds internationaux serait un atout;
- La capacité de travailler en équipe, de proposer des solutions aux problèmes rencontrés et prendre des initiatives;
- Une bonne expression orale et écrite en français;
- Être capable de travailler sous pression en équipe.

3. Composition du dossier de candidature.

- Une demande adressée au Ministre de l'Aménagement du Territoire et des Grands Travaux, tenant lieu de lettre de motivation;
- Un Curriculum Vitae détaillé faisant ressortir les expériences professionnelles ou personnelles, notamment dans le domaine des infrastructures urbaines, restructuration des quartiers, renforcement des institutions;
- Une copie des certificats /attestations de travail, attestations de formation, et de tous autres documents justifiant des compétences pour la mission

Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

4. Durée de la mission

La durée de chaque contrat s'étend sur douze (12) mois renouvelables si les prestations du consultant sont jugées satisfaisantes par la Coordination du projet.

La durée du projet est de cinq (05) ans.

5. Lieu de la mission

Les candidat(e)s doivent assurer leurs prestations à

la Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral (CEP) au Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Grands Travaux et sur le terrain de la zone éligible du projet. Ils auront résidence respectivement à Brazzaville et à Pointe Noire.

6. Date limite de dépôt des candidatures

Le 03 avril 2017 à 12 heures, heure locale.

7. Lieu de dépôt des candidatures

A l'attention de la Délégation Générale aux Grands Travaux
(Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral)

Boulevard Denis SASSOU NGUESSO, immeuble TAMBADOU, à côté de l'hôtel King Maya, 5ème Etage. BP 1127 Brazzaville – République du Congo
Tél : (+ 242) 06 956 86 64 ; 05 386 35 32 ; Fax : (+ 242) 22 81 65 78

Personne responsable : BATOUNGUIDIO

Email : ceprbaddggt@yahoo.com , batoung123@gmail.com

N.B. l'enveloppe extérieure doit porter l'inscription suivante :

« Dossier de candidature au poste de Chargé de mission Technique Ingénierie du DURQuaP à la Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral ».

« A ne pas ouvrir avant la séance d'ouverture »

Fait à Brazzaville, le

Coordonnateur Technique,

Oscar OTOKA.



REPUBLIQUE DU CONGO

PROJET DE DEVELOPPEMENT URBAIN ET DE RESTRUCTURATION DES QUARTIERS PRECAIRES (DURQUAP).

AVIS D'APPEL A CANDIDATURE POUR LE RECRUTEMENT D'UN COMPTABLE.



La Délégation Générale aux Grands Travaux procède, dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de Développement Urbain et de Restructuration des Quartiers Précaires (DURQuaP), au recrutement d'un (e) Candidat (e) au poste de Comptable pour le compte de la Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral.

1. Description du poste

Le/la candidat (e) sera placé(e) sous la responsabilité du Responsable Administratif et Financier.

Il/elle aura pour mission la tenue d'une comptabilité à jour et bien imputée. Il/elle sera responsable de l'ensemble de la production comptable et de la production des états financiers du projet. Il/elle travaille dans le respect des procédures internes de la Cellule définies dans le manuel de procédures. Son travail consistera à

2. Responsabilités et attributions

- Dans le strict respect des normes et procédures comptables en vigueur la Cellule, le/la candidat (e) doit :
- Tenir la comptabilité du projet DURQuaP;
- Classer et archiver les documents et pièces comptables;
- Préparer les rapprochements bancaires;
- Assurer le fonctionnement du système de suivi financier et comptable et de la production des informations nécessaires;
- Assurer la tenue de la comptabilité

générale et budgétaire tout en s'assurant que chaque opération comptable est conforme aux procédures et aux règles comptable en vigueur;

- Participer au suivi des opérations financières des comptes du projet
- Participer à la préparation et l'assistance aux missions d'audit financier et à la mise en œuvre des recommandations pour améliorer la gestion;
- Tenir le livre comptable du projet;
- Assurer le suivi des comptes bancaires.

3. Profil du/de la candidat (e)

Le/la candidat(e) à ce poste devra présenter le profil ci-après :

- Titulaire d'une licence ou plus en gestion comptable et financière;
- Justifier d'une expérience professionnelle cumulée de cinq (05) ans minimums dont au moins trois (03) ans en tant que comptable dans un projet financé par un bailleur; des expériences à un poste similaire dans des projets financés par la Banque Mondiale seraient un atout;
- Connaissance des procédures de gestion financières et comptables des partenaires techniques et financiers notamment de la Banque mondiale; la connaissance des procédures de gestion des finances publiques serait un avantage;
- Maîtrise du logiciel de gestion financière TOM2 PRO;
- Bonne capacité en analyse financière et rédactionnelle;

- Bonne capacité de travailler sous pression;
- Bonne connaissance informatique des logiciels courants (Word, Excel, PowerPoint, Access, E-mail et autres outils de communication).

4. Durée du contrat

La durée du contrat est d'un (1) an renouvelable sur la base d'une évaluation satisfaisante des prestations suivant les critères de performance préalablement établis. Pour plus de détails, voir les Termes de Référence.

5. Lieu d'affectation

Le lieu de travail est Brazzaville.

6. Composition du dossier de candidature

- Une demande adressée au Ministre de l'Aménagement du Territoire et des Grands Travaux, tenant lieu de lettre de motivation;
- Une copie certifiée conforme du diplôme;
- Un curriculum vitae détaillé comportant des informations démontrant qu'il dispose des qualifications et expériences pertinentes pour la mission;
- Une copie des certificats /attestations de travail, attestations de formation en gestion financière et de tout autre document justifiant des compétences pour la mission.

7. Dépôt des candidatures

Les dossiers de candidature doivent être déposés, au plus tard le 03 avril 2017 à 12 h00, heure locale, à l'adresse mentionnée ci-dessous, sous pli fermé avec la mention « Candidature au poste de Comptable à la Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral; Projet DURQuaP: A n'ouvrir uniquement qu'en présence du Comité de dépouillement des dossiers de candidature ».

L'adresse de dépôt des dossiers de candidature est la suivante :
Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Grands Travaux; Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral, Immeuble TAMBADOU, bld Denis Sassou N'Gouesso, à côté de l'hôtel King Maya, côté Bopaka, 5ème étage.
BP 1127; Tél: (+242) 22 281 35 78; Fax: (+242) 22 283 54 60.
E-mail: batoung123@gmail.com; contact@grandstravaux.org

NB: Les dossiers de candidature peuvent être transmis par E-mail ou dans une enveloppe.

Fait à Brazzaville, le

Le Coordonnateur Technique,

Oscar OTOKA. -

AVIS D'APPEL A CANDIDATURES POUR LE RECRUTEMENT D'UN SPECIALISTE INTERNATIONAL EN PASSATION DES MARCHES.

La Délégation Générale aux Grands Travaux procède, dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de Développement Urbain et de Restructuration des Quartiers Précaires (DURQuaP), au recrutement d'un Spécialiste International en Passation des Marchés pour le compte de la Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral.

1. Spécialiste International en Passation des Marchés

1.1. Missions :

Sous la supervision du Coordonnateur de la cellule, le Spécialiste International en Passation des Marchés organisera la gestion de la passation des marchés intégrant la planification et le suivi des opérations de passation des marchés, et apportera un appui-conseil concernant les questions liées à la passation et à l'exécution des marchés.

A ce titre, il s'attèlera :

i)-A l'élaboration exécution d'un plan de renforcement des capacités de l'ensemble du personnel participant à l'exécution du projet et de la Cellule de gestion des Marchés Publics de la Délégation Générale aux Grands Travaux (DGGT) en matière de passation de marchés ;

ii)-Au renforcement de l'intégrité du processus de passation des marchés ;

iii)-A l'appui-conseil sur les questions relatives à la passation et l'exécution des marchés (élaboration des dossiers de marchés et des rapports d'évaluation des offres, élaboration des correspondances liées à la passation des

marchés, paiements à effectuer aux prestataires de services, résolution de tout problème de passation de marchés pouvant survenir, traitement des réclamations reçues des soumissionnaires, suivi des dossiers de marchés visant à éviter tout retard dans le processus de passation, d'attribution, d'exécution et de paiement des marchés) ;

iv)-A l'assurance qualité des dossiers de passation des marchés (dossiers d'appel d'offres, demandes de propositions, rapports d'évaluation).

v)-A la mise en place d'un système de classement de l'ensemble des dossiers de marchés y compris les pièces justificatives de paiement et les procès-verbaux de réception provisoire et définitive.

1.2. Profil du candidat :

Il devra présenter les aptitudes ci-après :

-Titulaire d'un diplôme d'études universitaires ou supérieures BAC + 5 minimum en ingénierie, en gestion, en droit ou tout diplôme équivalent ;

-Expérience globale minimale de 10 ans dont au moins 5 ans d'expérience avérée en qualité de spécialiste en passation des marchés dans un projet/institution d'envergure similaire à la Délégation Générale aux Grands Travaux ou avoir assumé des responsabilités similaires à un poste international. L'expérience dans un projet financé par les bailleurs de fonds internatio-

naux (Banque Mondiale, Banque Africaine de Développement, Union Européenne, etc.) serait un atout majeur ;

-Excellente connaissance des pratiques de passation des marchés en général et des règles et procédures de passation des marchés ainsi que du cycle des projets ;

-Bonne disposition pour la résolution des problèmes liés à la passation des marchés publics ;

-Etre de bonne moralité ;

-Avoir le sens de responsabilité et d'organisation ;

-Aptitudes à travailler en équipe ;

-Facilité de communication et de négociation, sens de l'anticipation ;

-Avoir la maîtrise de l'outil informatique.

2. Lieu de Travail :

-Brazzaville.

3. Durée et type du contrat :

Un contrat de performance d'une durée d'un an renouvelable sur la base d'une évaluation satisfaisante des prestations.

4. Contenu des dossiers de candidature :

-Lettre de motivation non manuscrite ;

-Curriculum vitae ;

-Copie (s) du/des diplômes ;

-Attestation (s)/certificat(s) de travail ;

-Tout autre document lié à l'expérience professionnelle du candidat.

Les candidatures féminines sont

vivement souhaitées.

5. Date limite de dépôt des candidatures : Le 03 avril 2017 à 12 heures, heure locale.

6. Lieu de dépôt des candidatures : A l'attention de la Délégation Générale aux Grands Travaux (Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral)

Boulevard Denis SASSO NGUESSO, immeuble TAMBADOU, à côté de l'hôtel King Maya, 5ème Etage.

BP 1127 Brazzaville - République du Congo

Tél : (+ 242) 06 956 86 64 ; 05 386 35 32

Fax : (+ 242) 22 81 65 78

Personne responsable : BATOUNGUIDIO

Email : ceprbaddggt@yahoo.com , batoung123@gmail.com

N.B. Les dossiers de candidature peuvent être transmis par email ou dans une enveloppe. Dans tous les cas, ils devront porter la mention suivante : « Dossier de candidature au poste de Spécialiste International en Passation des Marchés à la Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral ».

A ne pas ouvrir avant la séance d'ouverture ».

Fait à Brazzaville, le

Le Coordonnateur Technique,

Oscar OTOKA.-

AVIS D'APPEL A CANDIDATURES POUR LE RECRUTEMENT D'UN SPECIALISTE EN DEVELOPPEMENT LOCAL

La Délégation Générale aux Grands Travaux procède, dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de Développement Urbain et de Restructuration des Quartiers Précaires (DURQuaP), au recrutement d'un spécialiste en développement local pour le compte de la Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral.

1. Mission

Sous la supervision du Coordonnateur de la cellule, le spécialiste en développement local aura la responsabilité de la maîtrise d'œuvre sociale du projet. Il aura a charge la préparation des contrats dans ce domaine et d'étude de restructuration des quartiers précaires. Il devra apporter un grand appui aux municipalités.

Les termes de référence de la mission sont disponibles à la coordination du projet DURQuaP.

2. Profil requis du candidat:

Le candidat devra avoir:

-Avoir un diplôme supérieur en Sciences Sociales, Sciences économiques, Droit, Gestion ou domaines connexes (minimum Bac + 5);

-Disposer d'une expérience professionnelle minimale de 5 ans dans l'accompagnement et l'appui institutionnel, le développement local, l'ingénierie sociale, la coordination des projets;

-Avoir une expérience de terrain dans le contact avec les populations urbaines et les autorités administratives;

-Avoir une compétence en sauvegarde environnementale et sociale sera un atout;

-Avoir une maîtrise de l'outil informatique;

-La capacité de travailler en équipe et de proposer des solutions aux problèmes rencontrés;

-Disposer d'une bonne aptitude pour la communication et le travail en équipe ;

-Une bonne expression orale et écrite en français;

-La capacité de travailler sous pression.

Les candidatures féminines sont vivement souhaitées.

3. Composition du dossier de candidature.

-Une demande adressée au Ministre de l'Aménagement du Territoire et des Grands Travaux, tenant lieu de lettre de motivation ;

-Un Curriculum Vitae détaillé faisant ressortir les expériences professionnelles ou personnelles, notamment dans le domaine du Développement local;

Les candidatures féminines sont vivement souhaitées.

4. Durée de la mission

La durée du contrat s'étend sur douze (12) mois renouvelables si les prestations du consultant sont jugées satisfaisantes par la Coordination du projet.

5. Lieu de la mission

Le(a) candidat(e) doit assurer sa prestation à la Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral (CEP) au Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Grands Travaux et sur le terrain

de la zone éligible du projet.

6. Date limite de dépôt des candidatures

Le / /2017 à 12 heures, heure locale.

7. Lieu de dépôt des candidatures

A l'attention de la Délégation Générale aux Grands Travaux (Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral)

Boulevard Denis SASSO NGUESSO, immeuble TAMBADOU, à côté de l'hôtel King Maya, 5ème Etage.

BP 1127 Brazzaville - République du Congo

Tél : (+ 242) 06 956 86 64 ; 05 386 35 32

Fax : (+ 242) 22 81 65 78

Personne responsable : BATOUNGUIDIO

Email : ceprbaddggt@yahoo.com , batoung123@gmail.com

N.B. l'enveloppe extérieure doit porter l'inscription suivante :

« Dossier de candidature au poste de Spécialiste chargé du Développement local à la Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral ».

A ne pas ouvrir avant la séance d'ouverture »

Fait à Brazzaville, le

Le Coordonnateur Technique,

Oscar OTOKA.

MAKOUALA NDIEN PAULINE

19 Mars 1996

19 Mars 2017

Ton sens de l'Intégrité et de la
Dignité nous inspirera toujours

Famille AKOUALA



IN MEMORIAM

18 Mars 2015 – 18 Mars 2017
Deux ans déjà qu' Akouba Ines
Patchouca a été rappelée à Dieu.
A l'occasion de ce triste anniversaire,
madame Ambeto Marie-Claudine ainsi que la
famille prient tous ceux qui ont
connu leur fille et sœur d'avoir
une pensée pieuse pour elle. Une
messe sera organisée le 18, 19 et
20 mars en l'église Sainte-Anne
de Poto-Poto à 6 h 30.
Que Dieu accorde à son âme la
paix éternelle.



NÉCROLOGIE

Gylin Ngossima agent des
Dépêches de Brazzaville ,
Owoma Félix jacks , owoma carmel
et la famille Oyembi,
ont la profonde douleur d'annoncer
aux parents ,amis et connaissances
,le décès de notre maman ,tante
,grand mère APENDI Jacqueline ;
Survenu le 11 mars 2017 au CHU de
Brazzaville .
La veillé mortuaire à lieu au 168 ,rue
mon pays talangai petit-chose
La date de l'inhumation vous sera
communiqué ultérieurement .



20 Mars 2005- 20 Mars 2017
Voici 12ans déjà que le seigneur
rappela auprès de lui son serviteur
Pierre Marie MACKAIL.
En cette date de triste anniversaire
les enfants MACKAIL et petits
enfants, vous prient d'avoir une
pensée pieuse pour lui.
A cet effet, une messe pour le
repos de son âme sera dite ce lundi
20 Mars 2017 en la Basilique-Sainte
Anne du Congo à 6h 15
Papa, pépé nous ne t'oublierons
jamais et ton exemple ne cessera
de nous guider. Repose en paix .



UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ENVOYER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

www.lesdepechesdebrazzaville.fr

NÉGOCIATIONS DIRECTES

On repart sur les mêmes bases du blocage

Après près de deux mois et demi de la signature de l'accord politique devant régir la transition, les discussions autour de l'arrangement particulier reprises le 16 mars dernier, continuent d'achopper, entre autres, sur le mode de désignation du Premier ministre ainsi que sur la composition du Conseil national de suivi de l'accord (CNSA).

Le fil du dialogue entre les parties prenantes aux négociations directes sur la mise en œuvre de l'accord du 31 décembre sous la médiation de la Cenco a été rétabli le jeudi 16 mars dernier avec la reprise des discussions. Les uns et les autres affichent un brin d'optimisme quant au dénouement de la crise politique actuelle suspendue toujours à l'adoption par consensus de quelques points qui constituent l'arrangement particulier. De la composition et du mode de désignation du Conseil national de suivi de l'accord (CNSA) à la composition du gouvernement de transition en passant par les modalités de nomination du Premier ministre, les trente-deux délégués des composantes présents peinent à s'accorder sur ces points. Les positions n'ont pas beaucoup évolué. La

plénière de jeudi ayant consacré le redémarrage des travaux après quelques semaines de trêve, n'a pas fait évoluer les choses dans le sens attendu.

L'on est reparti sur les mêmes bases de divergences avec une majorité et une opposition restées figées sur leurs positions d'avant au grand déhanchement des évêques. Toutefois, concernant le mode de désignation du Premier ministre, il a été convenu - en guise de complément à l'article 7 de l'arrangement particulier - que ce dernier sera nommé au terme des consultations entre le président de la République et le président du Conseil des sages du Rassemblement. Ce qui, théoriquement, constitue une avancée lorsque dans ses dispositions initiales, l'article 7 n'évoquait nullement une concertation préalable entre les deux parties pour entériner la nomination du Premier ministre, relativisant ainsi le verrou constitutionnel du pouvoir discrétionnaire du Chef de l'Etat. Dans le cas d'espèce, cette donne ne pèse plus tellement sur la balance puisque l'avis du Rassemblement quant au choix du Premier ministre est à prendre en compte. Toutefois, cette formulation amendée proposée par le



Les délégués des composantes aux discussions

présidium de la médiation, devra faire l'objet d'un examen au niveau de la majorité qui a promis d'y réfléchir avant de se prononcer. Concernant les autres matières, le statu quo a persisté au point d'énerver la facilitation qui a haussé le ton en interpellant les acteurs politiques quant à leur responsabilité devant l'histoire. Piquant une crise de nerfs, le

vice-président de la Cenco, Mgr Fridolin Ambongo, n'a pas caché son embarras face aux atermoiements d'une classe politique plus préoccupée par des intérêts mesquins de positionnement que par la volonté d'aller aux élections. Il considère une telle attitude comme une expression d'insensibilité face à la gravité du moment qui requiert plus de responsabilité

et d'engagement patriotique dans le chef des acteurs politiques. « Si vous voyiez le contenu des discussions actuelles, plus personne ne parle des élections. Tout le monde parle de postes, et chacun pense aux intérêts qui seront les siens dès que le nouveau gouvernement sera là », s'est-il plaint, tout confus.

Alain Diasso

ARRANGEMENT PARTICULIER

La présidence du CNSA en voie d'être renégociée

L'Opposition signataire, le Front pour le respect de la Constitution (FRC) et d'autres groupes estiment que la question devra, après la disparition d'Etienne Tshisekedi, être remise sur la table et résolue par consensus.

La disparition inattendue du leader de l'UDPS, Etienne Tshisekedi le 1er février à Bruxelles a compliqué la donne politique au niveau du Rassemblement qui a du mal à lui trouver un digne successeur à la tête du Conseil national de suivi de l'accord du 31 décembre (CNSA), c'est-à-dire une personnalité consensuelle avalisée par toutes les forces politiques et sociales du pays. La dernière restructuration de la plate-forme ayant abouti à la désignation de Pierre Lumbi à la tête du comité des sages et donc du CNSA n'est pas du goût des autres regroupements politiques, tant de l'opposition que de la majorité qui résistent ce choix. En clair, la personne de Pierre Lumbi, ancien cadre de la majorité ayant fait défection pour rallier l'opposition via le G7, est loin de faire l'unanimité. L'Opposition signataire de l'accord du 18 octobre, le Front pour le respect de la Constitution (FRC) et d'autres regroupements politiques s'érigent d'ores et déjà en obstacle à son ascension à ce poste, quand bien même qu'il ait reçu le quitus des évêques catholiques.

En tout cas pour ces différentes structures, il est hors de question que l'ex conseiller spécial de Joseph Kabila accède à ce poste qui n'est pas une chasse gardée de l'UDPS et du Rassemblement. Cette plate-forme de l'opposition ne devrait donc pas, selon les tenants de cette thèse, considérer

que la présidence du CNSA est un acquis. L'on doit donc, d'après eux, remettre sur la table cette question afin de trouver une personnalité consensuelle capable de remplacer Etienne Tshisekedi dont la disparition relance automatiquement la négociation à la présidence du CNSA. Moralité : On devra donc repartir à zéro dans le processus de désignation du successeur d'Etienne Tshisekedi qui fut placé intuitu personae à ce poste au regard de son envergure, de son combat politique, de son aura et de sa capacité à booster le processus pour un atterrissage apaisé. « Sa seule personne à la tête du CNSA sécurisait tout le monde et apportait du crédit. C'était par consensus », a noté Vital Kamerhe, président de l'UNC qui estime que le poste est à renégocier au regard des exigences de toutes les parties prenantes.

De son côté, le FRC croit le moment propice pour faire valoir son ambition de gérer ce poste en remettant sur le tapis la question de la présidence du CNSA. Ce Front a toujours revendiqué ce poste pour le besoin d'équilibre étant entendu que le Rassemblement s'est adjugé la Primature et qu'il serait mal venu de lui confier en plus l'organe de suivi de l'application de l'accord du 31 décembre, ce qui ferait de lui juge et partie. « Nous sommes la composante qui ne sera pas juge et partie, qui ne sera pas impliquée dans la gestion de la chose publique seule et nous sommes à même de diriger l'institution de suivi de la mise en œuvre de l'accord », a déclaré le secrétaire général du MLC et du FRC, Eve Bazaïba. Les discussions se poursuivent.

A.D.

MOIS DE LA FEMME

Félix Kabange Numbi consacre des journées portes ouvertes aux veuves et orphelins

Les portes du ministère des Affaires Foncières ont été une fois de plus ouvertes ce jeudi 16 mars au public, désireux rencontrer le ministre de tutelle, Félix Kabange Numbi pour lui exposer leurs différents problèmes fonciers en vue d'en trouver des pistes de solutions.

Le mois de mars étant dédié à la femme, le ministre des Affaires foncières, Félix Kabange Numbi, n'a pas voulu se dérober de cette tradition, la journée porte ouverte d'hier a été dédiée aux femmes précisément aux veuves et orphelins même si durant celle-ci, d'autres dossiers ont été traités.

Le premier cas à être traité par le ministre Félix Kabange Numbi et son équipe est celui d'une orpheline qui a hérité de la parcelle de son père. Cette parcelle située dans la commune de Kasavubu, explique son avocat Me Jean Jacques Lumedo, est aujourd'hui querrelée entre l'héritière et une personne qui utilise des influences politiques. L'affaire est même portée en justice.

Un jugement a été prononcé en faveur de l'orpheline ordonnant le déguerpissement de ce quidam de la parcelle mais, poursuit Me Jean-Jacques Lumedo, grâce aux influences politiques dont bénéficie cet homme, il s'est fait obtenir un certificat d'enregistrement alors qu'il a été déguerpé plus de trois fois de cette parcelle. « Actuellement, cette personne s'est installée dans la parcelle par force », souligne l'avocat de l'orpheline qui, par ailleurs, se dit satisfait de la décision du ministre sur ce dossier. « Le ministre

a dit qu'il va m'accompagner en bon père de famille pour équilibrer là où il y a déséquilibre. Une commission a été créée pour suivre ce dossier jusqu'à la récupération totale de cette parcelle. Nous devons tous soutenir cette orpheline pour qu'elle puisse récupérer sa parcelle ».

Le deuxième dossier à être examiné au cours de la journée porte ouverte d'hier est celui du pasteur Kasongo Pemba. Celui-ci est propriétaire d'une parcelle dans la commune de Barumbu achetée par sa fille en bonne et due forme. Il détient même un certificat d'enregistrement. Contre toute attente, ce pasteur a perdu la quiétude de vivre dans sa parcelle parce qu'il y a un réseau maffieux qui veut la lui ravir. Il reçoit même des appels anonymes avec des menaces de mort. « J'ai tous les documents de cette parcelle même le certificat d'enregistrement et j'ai déposé mes documents partout pour la garantir, mais il y a un groupe de personnes qui veut me spolier la parcelle... ». Pour aider ce pasteur, Félix Kabange Numbi l'a confié à un conseiller pour qu'il l'accompagne dans toutes ses démarches.

Outre ces dossiers, deux autres cas ont été abordés. Il s'agit de Bongomo Kasongo qui sollicite l'implication personnelle du ministre des Affaires foncières dans son dossier de démolition brutale de plus de 150 maisons au quartier Musangu dans la commune de Mont-Ngafula. Le dossier de Tshomba Mongeni portant sur l'exécution bloquée.

Aline Nzuzi

PROJET DE TRANSPORT MULTIMODAL

La Régie des voies fluviales dotée de deux baliseurs

Ces bateaux « type affluent » sont destinés à l'amélioration des passes dans le bief supérieur du fleuve Congo, le Lualaba.

L'Unité de Projet basée à Kinshasa (UPK), dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de Transport Multimodal (PTM) financé par la Banque mondiale, a annoncé la signature, depuis le 06 décembre 2016, du contrat avec la firme danoise Johs Gram – Hanssen, pour l'acquisition de deux baliseurs pour le bief supérieur du Fleuve Congo (Lualaba).

Par ce contrat, d'un montant de 4 962 500 USD, la firme Johs s'engage à construire et assembler sur les deux sites, dans un délai de 15 mois, deux baliseurs « type affluent », l'un pour l'axe Kindu – Ubundu, dans les Provinces du Maniema et de la Tshopo, et l'autre pour, l'axe Bukama – Kongolo, dans les Provinces du Haut-Lomami et du Tanganyika. Les bateaux, note la CEPTM, seront construits au chantier naval de Johs à Danemark, puis acheminés pour être assemblés sur leurs sites de destination respectifs à Kindu et à Kongolo. Alors que ces deux sites d'assemblage sont connectés au réseau de voie ferrée, où un service de transport ferroviaire, assuré par la Société nationale des chemins de fer du Congo (SNCC), est disponible. Ils ont également chacun, rassure la



Signature du contrat entre le Représentant de la Firme JOHS GRAM – HANSSSEN et le Coordonnateur National de la CEPTM.

CEPTM, un chantier naval dans un état dégradé mais recouvrable moyennant une réfection.

L'acquisition de ces deux baliseurs au bénéfice de la Régie des voies fluviales (RVF) s'inscrit dans le cadre de la Composante 2 du PTM dont la gestion est assurée par l'UPK et dont l'objectif est de renforcer la performance opérationnelle des entreprises publiques et améliorer leur gouvernance.

Le contrat signé contient aussi

l'aspect de renforcement de capacité des utilisateurs pour le compte de la RVF.

Améliorer les passes

Relevant les difficultés rencontrées dans ce bief du fleuve par les navigants, la CEPTM a fait observer que le Lualaba coule dans une direction générale du sud vers le nord du pays. Ainsi, les baliseurs auront donc pour mission d'améliorer les passes par l'installation de nouvelles balises et bouées de signalisation, le desnagage des

branches d'arbres et de papyrus, et parfois le renflouement des épaves de bateaux coulés, car, plusieurs biefs sont parsemés des bancs de sable, des troncs d'arbres, de papyrus et autres rochers. « La navigation sur le bief Bukama-Kongolo est rendue difficile en toute saison par des courbures prononcées et de nombreux coudes », note la Cellule. Ces défauts, a-t-elle renseigné, conduisent, d'une part, à une importante limitation du tirant

d'eau et rendent, d'autre part, difficile et même parfois dangereuse, la manœuvre des traînes, du fait que certains bateaux s'inscrivent trop justement entre les bords trop serrés du chenal, dans les coudes trop accentués et dans les passes étroites et trop sinueuses. « Seule la traîne peut être pratiquée car, l'existence de nombreux écueils, bancs de sable et de gravier, qui en plusieurs endroits rendent le chenal étroit et sinueux, font que la poussée n'est pratiquement pas réalisable », a noté la CEPTM, qui a relevé que, d'autre part, la violence du courant dans certaines passes, nécessite de scinder le convoi en plusieurs endroits du bief.

La CEPTM, qui rappelle qu'à Kindu, le fleuve redevient navigable sur un parcours de 310 km jusqu'à Ubundu et porte le nom de bief moyen du Lualaba, a relevé comme autres difficultés, la présence d'un parcours de près de 100 km sur lequel des sinuosités très marquées vont mettre, l'année durant, les qualités manœuvrières du navigateur à rudes épreuves. Dans ces sinuosités nombreuses et très prononcées, martèle la Cellule, les grands bateaux ne peuvent s'inscrire sans ragner fréquemment les berges s'ils sont à la descente et souvent aussi à la montée.

Lucien Dianzenza

PARTENARIAT SUD-SUD

La Chine ne quittera pas l'Afrique

La confirmation du maintien du cap africain par la diplomatie chinoise rassure quelque peu le continent qui voyait déjà s'éloigner son principal partenaire après le ralentissement de sa croissance ces dernières années. La RDC concentre jusqu'à 41 % de ses exportations à l'empire du milieu, une situation qui appelle à des politiques urgentes de diversification pour renforcer la résilience de l'économie congolaise face au choc causé par la volatilité des cours des matières premières.

Rappelez-vous le 9 mars dernier, la Chine, à travers son ministre des Affaires étrangères, a annoncé avoir déjà débloqué la moitié des 60 milliards de dollars américains US promis à l'Afrique lors du 6ème forum sur la coopération sino-africaine. Il n'y a donc pas d'affaiblissement possible dans le soutien de la Chine pour l'Afrique, a-t-il réaffirmé. Depuis le 6ème forum en décembre 2015, la situation économique de la Chine ne s'est pas vraiment améliorée. En effet, elle a enregistré une croissance d'à peine 6,7 % en 2016, soit son niveau le plus bas au cours des 15 dernières années. Le message optimiste du Gouvernement chinois est bien capté par les experts congolais qui, à leur tour, ont suggéré au Gouvernement de penser à un plan B au cas où l'économie chinoise ne se relèverait pas rapidement. Par ailleurs, ont-ils ajouté, rien ne saurait garantir que le modèle chinois de développement basé sur les ressources minières va continuer

à être appliqué. Une Chine renfermée sur elle-même serait, selon eux, le pire des scénarii pour le continent africain.

Qu'en est-il de la coopération sino-congolaise ?

Jusqu'à mi-2015, précise les experts de la Banque mondiale (BM), la Chine et les pays émergents ont permis aux africains de maintenir une demande assez forte des matières premières. En RDC, les premiers signes de rupture sont intervenus au second semestre de 2015, suite à la baisse continue de la demande et des prix des matières premières. Un ralentissement de l'économie chinoise entraîne une baisse de 0,3 points du PIB de la RDC, une détérioration du compte courant et une baisse des réserves en devises étrangères.

Pour rappel, en dehors du titre de premier partenaire de la RDC, la Chine intervient également à travers les programmes et autres prêts bilatéraux et multilatéraux. Il y a le projet de coopération sino-congolaise des mines (Sicomines) qui met en relation l'Etat congolais et un groupement d'entreprises chinoises financé par Exim Bank. Il s'agit d'un prêt accordé à la Sicomines pour la réalisation des projets d'infrastructures routières, ferroviaires, énergétiques et sociales d'une valeur de 3 milliards de dollars américains USD et des projets miniers (environ 3,2 milliards de dollars américains USD).

Laurent Essolomwa

PERSPECTIVES 2017- 2018

Les conditions pour sortir de la vulnérabilité, selon la Banque mondiale

Sur le court et moyen terme, les défis de la RDC sont d'abord politiques, estime l'institution financière internationale. Avec les perspectives mondiales toujours un peu moroses, le pays ne peut se donner le luxe de prolonger ses tensions politiques. Mais à plus long terme, les autorités congolaises devront nécessairement déverrouiller le potentiel de croissance.

Au cours de la période 2017-2018, les projections prévoient une croissance économique de 5 % en moyenne. Des chiffres plus intéressants que ceux de 2016 où les projections sont parties de 9 %, en début d'année, pour atterrir à 2,5 %. Mais cette remontée même encourageante ne se rapproche pas de la moyenne observée entre 2010 et 2015. Pour la Banque mondiale (BM), cette reprise est le fruit d'une petite remontée de la demande mondiale des matières premières mais aussi de l'expansion de l'agriculture et des services. Avec une augmentation de la collecte des recettes domestiques, le pays pourrait bénéficier de nouveau d'une certaine marge de manœuvre. Depuis fin 2015, les mines sont en perte de vitesse dans la contribution à la croissance du pays, laissant désormais le rôle de locomotive aux industries manufacturières et au commerce de gros et de détail.

À court et moyen terme, la plus grande crainte de la BM est l'enlisement du processus politique national et l'évolution des perspectives économiques mondiales. Leurs effets se feront ressentir directement sur la projection de croissance du pays au cours de cette période. La question politique en-

gage la crédibilité même du pays auprès de ses partenaires au développement. Dans la durée, la clé de la relance économique reposera sur les politiques futures visant à déverrouiller le potentiel de croissance du pays. Il faudrait des investissements plus importants dans les infrastructures et le capital humain. Seule une mobilisation conséquente des ressources domestiques et extérieures peut aider à réduire les vulnérabilités macro-économiques, estime la BM. Pour atteindre cet objectif, le gouvernement doit s'assurer du fonctionnement optimal des services générateurs des recettes mais aussi de l'amélioration des cadres juridiques, administratifs et institutionnels. La BM rappelle l'urgence de venir à bout des amendements au Code minier.

Toujours sur le long terme, la RDC doit gagner son pari de diversifier son économie trop dépendante des matières premières. Certes, la montée d'autres secteurs comme les industries manufacturières et le commerce de gros et détail est encourageante. Mais le pays a besoin d'une production locale compétitive. La BM va plus loin en proposant la diversification des exportations par produit et destination, la promotion à différentes échelles de la production minière et l'investissement massif dans les infrastructures. Comment en être autrement. En effet, conclut la BM, le problème de concentration géographique est réel, avec 41 % des exportations vers la Chine. Quant à la concentration par produit, c'est un autre vrai problème. Le pétrole et les mines représentent 97 % des produits exportés.

L.E.

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION/16E DE FINALE

FC Renaissance du Congo écarté par Mouloudia Club d'Alger

Après avoir passé le tour préliminaire de la Coupe de la Confédération en éliminant le FC Akanda du Gabon, le FC Renaissance du Congo a vu sa première aventure en compétition africaine interclubs s'arrêter en seizièmes de finale.

Battu deux buts à zéro au match aller en terre algérienne par Mouloudia Club d'Alger, le club fondé en 2014 de la dissidence avec Daring Club Motema Pembe et tuteuré par le pasteur et évêque Pascal Mukuna n'a pas réussi, le vendredi 17 mars 2017 au stade des Martyrs de Kinshasa une « remontada » tant souhaité par ses nombreux supporters. FC Renaissance du Congo n'a pas pu faire mieux qu'une difficile et insuffisante victoire de deux buts à un. Toutefois, les joueurs du coach ivoirien François Guehi n'ont pas été ridicules, ayant réussi à sauver l'honneur.

Notons-le, le onze de départ des Renais a été composé du gardien de but Héritier Nke Bopili, et dans le champ, Djuma Shabani alias Wadol, Christian Ngimbi Mapangu, Nzungu Mafuani Mazowa, Hénoch Inonga Baka en défense, Kalindula Nsoki Kali, le Camerounais Ayuk Takwo,



Vue d'une phase de jeu du match Renaissance du Congo contre Mouloudia Club d'Alger (photo <http://www.dzfoot.com>)

Rashidi Asumani Many, le Camerounais Alfred Mfongang Tabot, le Brésilien Wanderley Ferreira Sylva et Jésus Muloko Ducapele. Sur le banc des remplaçants, on a retrouvé le portier Guy Serge Mukumi Mulumba, Roddy Manga Dianzenza alias Sissoko, Robert Wilangi Bolikango, Nicolas Okito Kazadi, Rashidi Musinga Kuamambu et Arnold Mola Nzitisi.

Le club orange entame pourtant bien la partie en inscrivant

rapidement un premier but dès la 7^e minute de jeu. Un centre de Jésus Moloko Ducapele est détourné par le défenseur algérien Bouhenna dans ses propres buts. À la fin de la première période, le FC Renaissance mène au tableau d'affichage. Mais au retour des vestiaires, les Algériens tentent des incursions dans le camp renais. Sur un centre de Cherif El Ouazzani, Karaoui récupère le ballon et sert Mehdi Kacem dont la frappe

légèrement déviée par un défenseur de Renaissance du Congo trompe le gardien de but Héritier Nke qui pourtant semblait faire un match assez tranquille. Cette égalisation de Mouloudia, à la 50^e minute de jeu, douche les espoirs des joueurs de François Guehi qui doivent en ce moment-là marquer trois buts pour prétendre à une qualification. Mais les Renais repartent à l'assaut, apportant de plus en plus de danger dans la surface de ré-

paration du club algérien, mais sans concrétiser les actions. À la 80^e minute, c'est un autre défenseur algérien, Boudebouba qui bat son gardien de but Chaouchi, avec un but contre son camp sur un autre centre en retrait d'un attaquant de Renaissance. Et malgré les six minutes de temps additionnés, les joueurs de l'entraîneur Mouassa vont bien au contraire monopoliser le ballon, éloignant quelque peu les Renais de leur surface de réparation. Le FC Renaissance est donc le premier club congolais éliminé des compétitions africaines interclubs. Pour l'entraîneur François Guehi, ses joueurs n'ont pas joué selon les consignes données, ils n'ont pas vraiment apporté le danger dans le camp de Mouloudia. « Nous avons perdu dès le match aller, le football va vite », a-t-il réagi. Éliminé de la Coupe de la Confédération, Renaissance du Congo va se recentrer sur le Play-Off de la 22^e édition du Championnat national de football. Le club orange a réussi à s'extirper de la phase des groupes, ne pouvant plus être rattrapé à la troisième place occupée, les deux premières positions étant occupées par l'AS V.Club et le Daring Club Motema Pembe.

Martin Engimo

PEINTURE

Deuxième expo «Sape na temps» de Dolet Malalu à l'espace Pictogramme de Castellon

Plus d'une centaine de gens ont communié avec Dolet Malalu à travers ses tableaux, lors du vernissage de la deuxième expo «sape na temps», initiée par la commissaire de l'expo, Sylvie Sanchez Balaguer qui avait déjà organisé le premier événement en janvier dernier.



La commissaire Sylvie Sanchez Balaguer (à gauche) devant une fresque de Dolet Malalu et tenant l'album posthume de Papa Wemba

Malalu avec le thème « Sape na temps » s'est déroulée dans la salle d'art de l'espace culturel Pictogramme à Castellon, à quatre km de Villareal en Espagne. Le vernissage de cette expo a eu lieu, le 24 février 2017, sous la conduite de la commissaire de l'expo, Sylvie Sanchez Balaguer. L'on rappelle que l'œuvre picturale de Dolet

Malalu se concentre sur feu la star de la rumba Papa Wemba, décédé sur scène au Femua en Abidjan en Côte d'Ivoire le 24 avril 2016. Aussi, a-t-on noté, au cours de l'exposition, la performance et exhibition d'un sapeur, Blaise Mbuku, qui fut proche de Papa Wemba, ainsi que la présentation du dernier album posthume de Papa Wemba, « Forever ». L'exposition a connu un franc succès, avec plus ou moins cent cinquante personnes qui venaient par vague pendant trois heures pour admirer les tableaux de Dolet Malalu ; l'événement a été largement repris à

la radio, la télé et dans les journaux locaux, permettant à des milliers d'espagnols de

découvrir non seulement l'œuvre de Dolet Malalu, mais aussi de découvrir la « apologie » peinte par l'artiste congolais.



La forte affluence du public au deuxième expo «Sape na temps» à Castellon en Espagne

découvrir non seulement l'œuvre de Dolet Malalu, mais aussi de découvrir la « apologie » peinte par l'artiste congolais. Rappelons-le, Dolet Malalu peint à Kinshasa et son art, comme il le déclare, « exprime la face cachée de la sape, notamment par son graphisme puéril et innocent, un peu comme si la sape était un jeu d'enfants auquel se livrent les sapeurs ». Pour lui, « La sape est au cœur de la vie des jeunes gens à Kinshasa, et en tant que phénomène de société, la sape influence considérablement la jeunesse kinoise ». « Ma peinture est une fresque brossée, non sans une pointe de cynisme de la société kinoise contemporaine », soutient le peintre qui s'intéresse à la sape depuis l'an 2000, quasiment vingt ans (1980) après la naissance de ce phénomène devenu pratiquement

une idéologie avec Papa Wemba, Mumbelle Stervos Niarkos, King Kester Emeneya, Djo Ballard, etc. Dolet Malalu pense que la sape renvoie à un échange culturel et au dialogue des peuples sur le sujet du vêtement, de l'accoutrement prétexte idéal pour le brassage des cultures.

Cette deuxième exposition, du reste réussie, s'inscrit dans la démarche entreprise par Sylvie Sanchez Balaguer de faire connaître non seulement la sapologie peinte par Dolet Malalu sur ses tableaux, mais littéralement la culture rd-congolaise méconnue en Espagne. Et l'on apprend que Dolet Malalu a été choisi par le ministère espagnol de la Culture pour rendre hommage à Papa Wemba.

M.E.



gourmandine
PATISSERIE

67 Avenue Nelson Mandela, Brazzaville

HOTEL MIKHAEL'S

À emporter 7/7

**2 PIZZA
ACHETÉES**

=

**1 PIZZA
OFFERTE***

Livraison A Domicile

De 7h À 22h

Mob: 05 366 66 33

* Prix identique ou inférieur aux 2 achetées.

3 BURGERS ACHETÉS

=

1 OFFERT

Pizzas

| | |
|---|-------|
| Pizza Margherita Sauce tomate, fromage, origan | 5000 |
| Pizza Végétarienne Sauce tomate, fromage, aubergine, poivron, tomate, ail | 5000 |
| Pizza Luna Sauce tomate, fromage, aubergine, courgette, ail | 5000 |
| Pizza Reine Sauce tomate, jambon, fromage, champignon | 6000 |
| Pizza Andrea Sauce tomate, fromage, pepperoni, mortadelle, chorizo, olives, origan | 8000 |
| Pizza Calzone Sauce tomate, fromage, jambon, œuf, origan (en soufflé) | 7000 |
| Pizza Capra Sauce tomate, fromage, fromage de chèvre, lardon, origan | 8000 |
| Pizza Bolognaise Sauce tomate, viande hachée, fromage, oignon, œuf | 6000 |
| Pizza Polo Sauce tomate, poulet, fromage, champignon, poivron, maïs, ail | 6000 |
| Pizza Hawaïenne Sauce tomate, fromage, poulet, ananas frais, origan | 7000 |
| Pizza Napolitana Sauce tomate, fromage, anchois, olive, origan | 6000 |
| Pizza Thon Sauce tomate, fromage, thon, œuf, olives, câpres, origan | 8000 |
| Pizza Al-Salmona Sauce rosée, fromage, saumon fumé, câpres | 10000 |
| Pizza Fruiti Di Maré Sauce rosée, fromage, crevettes, calamars, ail, persil | 10000 |

Crêpes

| | |
|---------------------------------|------|
| Crêpe Nature | 500 |
| Crêpe (Chocolat/Confiture/Miel) | 1000 |
| Crêpe Jambon, Fromage | 1500 |
| Crêpe ChocoBanane | 1500 |
| Crêpe au Fromage | 1000 |

Plat Du Jour + Jus 350 ml

=

5'000 FCFA

Sandwiches

| | |
|---|------|
| Sandwich Taouk Poulet mariné, frites, cornichons, salade de choux & mayonnaise | 2500 |
| Sandwich au Poulet Poulet grillé, frites, cornichons, sauce à l'ail | 2000 |
| Sandwich au Thon Thon, salade, cornichons, maïs | 3000 |
| Sandwich au Hot Dog Hot dog, salade, tomates, cornichons, mayonnaise, ketchup | 1500 |
| Sandwich Philadelphia Viande, mozzarella, salade, tomates, poivrons, sauce Philadelphia | 3000 |
| Sandwich Fajita Poulet Fajita, mozzarella, salade, tomates, maïs, poivrons | 3000 |
| Sandwich Frites Frites, salade de choux, mayonnaise & ketchup | 1500 |
| Club Sandwich au Poulet Pain de mie, poulet grillé, œuf dur, salade, tomates, mayonnaise | 2500 |
| Club Sandwich au Thon Pain de mie, thon, salade, tomates, cornichons, mayonnaise | 3500 |
| Sandwich de Brochette de Boeuf Viande, hommos, tomates, cornichons, oignons | 2500 |
| Submarine Mortadelle, salami, fromage, cornichons, tomates, salade & mayonnaise | 3000 |
| Sandwich Jambon & Fromage | 2500 |

Burgers

| | Simple | Plat |
|---|--------|------|
| Hamburger Simple Viande, salade, salade de choux & mayonnaise, oignons, tomate | 2000 | 3500 |
| Cheese Burger Viande, fromage, salade de choux & mayonnaise, oignons, tomate | 2500 | 4500 |
| Hamburger Royal Hamburger simple avec fromage, jambon, omelette | 3000 | 5000 |
| Cheese Burger Viande, fromage, salade de choux & mayonnaise, oignons, tomate | 2500 | 4500 |
| Burger aux Champignons Viande, salade, champignons sautés | 2500 | 4000 |
| Hamburger au Mozzarella Hamburger simple avec mozzarella panée | 4000 | 7000 |
| Burger au Poulet Poulet pané, salade, frites, cornichons, mayonnaise | 2000 | 3500 |
| Double Burger Deux viandes, fromage, tomate, oignons, salade de choux & mayonnaise | 3500 | 6500 |

Plats

| | |
|----------------|------|
| Steak Simple | 6000 |
| Plat du Jour | 5000 |
| Crispy Poulet | 4000 |
| Nuggets Poulet | 4000 |
| Corn Dogs | 4000 |
| Steak Mozza | 9000 |
| Poulet Frites | 4500 |
| Plat de Riz | 1000 |

HUMEUR

Cessons de mentir sur des faits non maîtrisés !

L'un des adages populaires nous renseigne que : « qui n'a pas mené d'enquête n'a pas droit à la parole ». Ce qui revient à dire que lorsqu'on ne sait rien sur le fait ou les faits, le mieux serait de ne pas en parler avec des commentaires invraisemblables. Alors pourquoi certains gens se complaisent de grossir des faits mensongers qu'ils n'ont pas la maîtrise ou le renseignement juste ? Et ce sont ces genres de personnes qui créent et de l'amalgame et de la confusion sur n'importe quel sujet de société. C'est déjà là aussi de l'anti-valeur.

Quels sont alors les endroits circonstanciels que l'on peut facilement trouver ces gens-là ? Ils sont dans les transports en commun, restos, bars et buvettes, dans lessalles d'attente des aéroports et hôtels, dans les marchés, dans les avions, dans les associations et toute sorte d'organisation, dans des quartiers, avenues et ruelles de nos villes, dans les administrations, et surtout dans les « malewa » que sont des petits restaurants de fortune à ciel ouvert. Bref, ils courent tous les espaces, même les moins fréquentés de nos villes. En d'autres termes, on les appelle par des « gens aux bouches qui suintent ».

A lors sur quels sujets sont cristallisés leurs « génies-mensonges » ? Les sujets sont divers, mais nombreux ont trait à la politique et à l'homme politique, à l'exécutif et aux ministres, à l'Assemblée nationale et aux députés, au Sénat et aux sénateurs, aux sports et aux dirigeants sportifs, aux associations, organisations et à ceux qui les pilotent, aux relations entre notre pays et les autres cela dans tous angles même les plus enfouis qui ne devraient être sus que par les initiés-diplomates eux-mêmes, sur la santé des personnalités et sur le produit intérieur brut national, sur la croissance économique avec des chiffres inventés de toutes pièces. Oh ! Arrêtons avec ces mensonges ! Et pourtant ces menteurs-là savent bien que le mensonge est un mal à combattre au même titre que le « sida », car il peut facilement se propager à perte de vue. Le mensonge peut déstabiliser tout une nation et il discrédite leurs auteurs, et peut aussi les conduire devant les tribunaux.

Ces menteurs et spéculateurs se cachent le plus souvent derrière le pronom indéfini, « ON » pour ne pas être identifiés lorsqu'ils déversent leur venin dans l'opinion. Et certains vont jusqu'à même dire que les secousses financières voire économiques que connaît le monde avec lui la sous-région seraient propres au Congo, et se mettent à donner des explications mensongères, du genre, le pays est en crise du fait que..... Tenez ! Toujours dans leurs mensonges à « grosses gouttes », on avait tout entendu quelques jours avant la tenue de la concertation politique de Ouesso. « Oh ! Il y aura rien, cette concertation accouchera d'une grosse souris ». Et cela était entendu dans les bus, dans les marchés et dans les administrations. Quel profit trouve-t-on en mentant de la sorte, diable !

A dire vrai, quel que soit le grossissement des faits montés parfois de toute pièce dans un but avoué de faire mal à autrui, la vérité reste autre chose et est l'ennemi de ceux qui ont des bouches qui suintent. « Oh, tu n'es pas au courant, dit-on que..... », « Quoi, tu n'as pas l'information, on nous a appris hier que..... », « Quoi, tu n'as encore rien entendu, quelqu'un nous a dit hier au marché que..... ». Ces trois exemples montrent bien l'emploi de « ON », comme étant la source qui a généré ces mensonges et ces bobards.

Ceci étant, il serait important de faire attention à tout ce qui est rapporté par des « ON ». Ces « ON » sont des agitateurs qui ont toujours caressé l'idée de diffamer, de dénigrer, de déstabiliser, ou du chaos, ou soit du désordre, ou encore du souhait des impasses socio-politiques et socio-économiques.

Que ce genre d'idées cessent, car elles sont à la limite dangereuses pour une nation et ridiculisent leurs auteurs.

Faustin Akono

LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

L'implication des femmes du ministère de l'Economie forestière sollicitée

Dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de la femme, la direction départementale de la promotion de la femme de Pointe-Noire en partenariat avec les femmes du ministère de l'Economie forestière, du développement durable et de l'environnement de cette même ville, ont organisé le 17 mars une conférence débat sur le thème : « L'impacte du reboisement sur le changement climatique ». La cérémonie a été patronnée par le directeur de cabinet du préfet de la ville océane, Jean Louis Banthoud



Le comité d'organisation posant avec Jean Louis Banthoud «adiac»

néral et ceux du bassin du Congo en particulier constitue à cet effet un enjeu mondial majeur pour l'avenir de l'humanité tout entière. Aujourd'hui, le principe du développement durable a atteint la conscience universelle et je vous en félicite. Une pareille prise de conscience collective, de bonne urgence qui engage un destin commun, est le symbole d'une reconfortante assurance, celle du triomphe de la raison sur le chaos...», a martelé le directeur de cabinet qui a appelé ces femmes à la mise en œuvre effective des conclusions à l'issue de ces échanges.

De son côté, la représentante de la directrice départementale de la femme, a souligné que les femmes sont au cœur des communautés, leurs connaissances approfondies sur la gestion et l'utilisation des ressources naturelles sont essentielles à la lutte contre le changement climatique en particulier pour la gestion de l'eau et la préparation aux risques. « Les femmes et les filles représentent un potentiel énorme qui doit être intégré dans les solutions au changement climatique, leur pleine participation et leur leadership sont essentiels pour répondre aux effets climatiques ».

Soulignant que le thème « Impacte du reboisement sur le réchauffement climatique » a suscité l'intérêt des femmes qui à travers ces échanges ont manifesté leur intérêt

à lutter contre le changement climatique dès lors que les menaces écologiques liées au dérèglement climatique exposent les populations aux maladies, la famine et le mouvement migratoire.

Prenant la parole, la présidente du comité d'organisation, Emma Sylvie Gouamba a remercié les autorités départementales, tous ceux qui ont contribué à la réalisation de leurs activités du 8 mars. « Merci à toutes les exposantes pour le travail abattu et à tous les invités qui ont accepté de nous accompagner », a-t-elle ajouté.

Au sortir de cette conférence débat, les participantes ont apprécié l'initiative et l'excellence des exposantes. « Je suis tellement heureuse de sortir de cette salle, j'ai félicité toutes ces dames qui ont exposé. Elles ont maîtrisé leur sujet et nous avons appris beaucoup de choses sur le changement climatique, les gaz à effet de serre, la couche d'ozone et comment faire pour réduire le réchauffement climatique. L'assistance a aussi compris que si la forêt disparaît, le stock de carbone retourne dans l'atmosphère. Le carbone libéré va contribuer au réchauffement de la planète. Je suis heureux que tout cela soit expliqué par les dames du ministère de l'économie forestière et de l'environnement », s'est réjoui, Delphine Ndonga.

Charlem Léa Legnoki

Clôture de l'atelier de formation des techniciens professionnels au module 45 SST

Ayant débuté le 15 mars, les travaux de formation sur le renforcement des capacités des techniciens professionnels de l'Association d'aides et de soins à domicile pour les personnes âgées du Congo (A.A.S.D.P.A.C), se sont achevés vendredi 17 mars au siège social de ladite structure située dans le troisième arrondissement de la ville océane Tié-Tié sur le thème : « Sensibilisation au sauveteur secouriste du travail (SST), module 45 »

Pour les membres de l'AASDPAC initiateurs de ces assises, ce séminaire se fixe quelques objectifs, notamment connaître le rôle et l'importance de porter secours à une victime ; savoir appliquer et maîtriser les gestes qui sauvent ; savoir faire le ramassage et le brancardage d'une victime ; comment maintenir les gestes de sauvetage et de secours jusqu'à l'arrivée des secours ou d'un spécialiste ; comment maîtriser les alertes jusqu'à la prise en charge par un spécialiste de santé. En plus du thème principal, diverses thématiques ont été abordées par les participants, à savoir porter secours (quand, comment, etc.), le rôle du secouriste ; que faire devant un accident ; mettre la victime en position latérale de sécurité (PLS) ; secourir un patient victime d'une perte de connaissance, d'une asphyxie, d'une hémorragie, d'un étouffement, d'un malaise. Interrogé sur l'importance de cette formation, l'un des participants a indiqué que celle-ci est nécessaire pour secourir la population congolaise en général et les victimes en particulier.

Clôture ainsi les travaux de cette rencontre au nom



Photo de famille à la clôture du séminaire

du président de cette association Auguste Valairy Loko, Colin Mouendo coordonnateur général des activités de l'A.A.S.D.P.A.C, a rappelé qu'une formation constitue aussi un principe de consolidation et de renforcement des liens entre les membres d'une même équipe en vue de mutualiser les compétences et les expériences. Ce séminaire a eu pour formateur Aymar N'ZOUHOU, technicien supérieur en hygiène, sécurité et environnement. Le clou de celui-ci était marqué par la remise des attestations aux participants suivi d'un apéritif offert pour la circonstance. Les organisateurs envisagent la tenue prochaine de ces genres de formation à l'intention des autres membres de ladite association évoluant dans les autres départements du pays.

Séverin Ibara

CHAMPIONNAT NATIONAL D'ÉLIRE DIRECT LIGUE 1

Trois matches remis déjà programmés

Après leur match des seizièmes de finale des compétitions africaines, Stelliens et Fauves du Niari reprennent le chemin du championnat le jeudi. L'Etoile du Congo affrontera en première explication l'AS Kimbonguela avant le choc Cara-AC Léopards pour clôturer la 14^e journée.

Outre les matches de dimanche, trois matches de cette 14^e journée vont se disputer les lundi et mardi. Le 20 mars à Brazzaville, le FC Kondzo recevra les Jeunes Fauves puis à 16 heures, la Jeunesse sportive de Poto-Poto sera aux prises à La Mancha. Le 21 mars, Patronage Sainte-Anne affrontera Tongo FC. Le dimanche 26 mars, AC Léopards et Etoile du Congo disputeront au stade Alphonse-Massamba-Débat l'un de leurs matches en retard.

L'AC Léopards sera reçu le 26 mars par la Jeunesse sportive de Poto-Poto dans le cadre de la 13^e journée puis l'Etoile du Congo sera aux prises au FC Kondzo, comptant pour la 6^e journée. Concerné également par un match en retard, le Cara effectuera le même dimanche le déplacement de Pointe-Noire pour y affronter La Mancha en match en retard de la 4^e journée. Notons que lors de la 13^e journée, le Cara a étrillé Tongo FC (4-0) puis les Diablos noirs ont eu raison d'Interclub (2-1). L'ASK a enchaîné en dominant le FC Nathaly's (3-1). Patronage Sainte-Anne et Saint-Michel de Ouenzé ont fait jeu égal (1-1). L'AS Otoho l'a emporté devant l'AS Cheminots (2-1). Les Jeunes Fauves ont surpris la JST à Brazzaville (2-0). Le FC Kondzo est tombé face à La Mancha (1-3).

Classement issu de la 13^e journée

1-AS Otoho (27 points) ; 2-Cara (23 points) ; 3- La Mancha (21 points) ; 4-JST (19 points) ; 5-AC Léopards (18 points+9) ; 6-Etoile du Congo (18 points+6) ; 7-Interclub (18 points+2) ; 8-ASK (16 points-3) ; 9-SMO (16 points-7) ; 10-AS Cheminots (14 points-6) ; 11- Tongo FC (14 points-7) ; 12- Nico-Nicoyé (13 points-1) ; 13- Patronage (13 points-3) ; 14-JSP (13 points-4) ; 15- Jeunes fauves (12 points) ; 16-FC Kondzo (11 points-3) ; 17-Diablos noirs (11 points-6) ; 18-FC Nathaly's (9 points).

James Golden Eloué

FOOTBALL,

Le week-end des Diablos rouges et des Congolais de la diaspora en France



Les Dunkerquois peuvent féliciter Bevic Moussiti Oko, auteur d'un doublé face à Béziers: il totalise 9 buts cette saison (droits réservés)

National, 25^e journée

Et de 9 pour Bevic Moussiti Oko, qui prouve, de la meilleure des manières, qu'il méritait probablement sa place sur la liste des convoqués pour le Mauritanie-Congo du 27 mars. Remplaçant lors de la réception de Béziers, l'international Espoirs a été lancé à la 71^e, alors que les Nordistes menaient 1-0. Dix minutes plus tard, il concluait une action collective, avant de tripler la mise à la 95^e de la tête. Avec 7 buts marqués en 2017, et 9 au total, Moussiti Oko est le meilleur buteur congolais du moment.

Ladislav Douniama était titulaire lors du succès de La Duchère face à Créteil (2-0). Un lob manqué face à Lejeune à la 69^e, avant d'être remplacé à la 82^e par Tuta, auteur du 2^e but lyonnais.

Eden Massouema, titulaire, est passeur décisif sur le 5^e but du Paris FC, impitoyable bourreau de Château-

roux (5-0). Malgré la titularisation de Blanstel Koussalouka, averti à la 80^e, le CA Bastia s'incline aux Herbiers (0-2).

Sans Hugo Konongo, non retenu, Sedan prend un point à Epinal (1-1).

Au classement, Dunkerque reprend la 2^e place avec 43 points, soit 1 longueur de retard sur Quevilly, mais 2 d'avance sur Chambly. Avec 40 points, La Duchère est en embuscade, à la 5^e place.

Dixième avec 34 points, le Paris FC peut gérer sa fin de saison sans trembler, tandis que le CA Bastia, 13^e avec 30 points, doit regarder dans le rétroviseur. Pour Sedan, lanterne rouge avec 21 points, il faut d'ores et déjà préparer le budget de CFA.

Ligue 2, 30^e journée

Bruce Abdoulaye était titulaire en défense centrale lors de la défaite de Bourg-en-Bresse face à Troyes (2-4). Averti à la 21^e, puis remplacé à la 67^e

alors que le score était de 1-4.

De retour de blessure, Clevid Dikamona n'était pas dans le groupe burgien, tandis que Randi Goteni était blessé.

Sans Chris Malonga, blessé, ni Yven Moyo, non retenu, Laval coule à pic dans le rade de Brest (0-3).

Sans Teddy Lié Okou, non retenu, Le Havre prend un point à Ajaccio (0-0). L'AJA de Charlevy Mabilia et Hardy Binguila affrontera Strasbourg lundi soir.

Avec 2 points de retard sur Reims (qui joue ce samedi), Troyes est 5^e, mais devra faire une bonne série pour espérer retrouver la Ligue 1. Avec 40 et 38 points, Le Havre et Bourg-en-Bresse sont dans le ventre mou du classement, alors qu'Auxerre (18^e avec 29 points et un match en retard) et Laval (lanterne rouge avec 26 points) sont en grand danger.

Camille Delourme

RÉFLEXION

Où peut conduire la course mondiale aux armements ?

Lorsque débuta le troisième millénaire, il y a un peu plus de dix-sept ans, l'opinion prévalait au sein de la communauté internationale que le conflit larvé entre l'Union Soviétique, la Chine, l'Europe et les Etats-Unis ayant pris fin avec l'effondrement de l'Union soviétique, le monde entrait dans une ère pacifique dont le meilleur pourrait sortir. La démocratie, le libre-échange, le développement des nouvelles technologies, mais également les leçons tirées des conflits sanglants du siècle précédent se conjuguèrent, pensait-on, pour mettre un terme définitif aux conflits territoriaux et idéologiques qui avaient coûté si cher à l'humanité. Et, de fait, tout semblait jouer en faveur d'une humanité pacifique, apaisée, assagie, enfin raisonnable, pour laquelle la santé, l'éducation, le progrès social, l'élévation du niveau de vie seraient des impératifs catégoriques.

Mais voici, hélas !, que les espoirs suscités à juste titre sur les cinq continents par la fin de la « guerre froide » s'envolent brusquement

balayés par des tensions entre les « Grands » qui rappellent fâcheusement l'époque dangereuse et instable que l'on croyait révolue. En Europe du nord et de l'est, au Proche et au Moyen-Orient, en Mer de Chine méridionale et en Asie du sud, en Afrique même des affrontements larvés se dessinent qui semblent préfigurer une crise de grande ampleur à laquelle, cela va de soi, l'humanité dans son ensemble n'est pas préparée. D'où la crainte de ce que nous réserve l'avenir proche et lointain qui grandit de jour en jour dans les cercles où sont conduites les réflexions prospectives et stratégiques à l'échelle planétaire

Signe, s'il en fallait un, que la paix mondiale se dégrade de jour en jour l'envolée des sommes, déjà pharaoniques, que les grandes puissances consacrent à leur armement indique clairement que la coexistence dite « pacifique » née des affrontements multiples du siècle précédent oscille fortement sur ses bases. Dans une étude publiée il y a tout juste un mois l'Institut international de recherche sur la paix (Sipri) dont le

siège est installé à Stockholm, capitale de la Suède, s'inquiétait que les ventes d'armes aient progressé de 8,4 % au cours des cinq dernières années (2012-2016) par rapport à la période 2007-2011. Or voici que le nouveau président des Etats-Unis, Donald Trump, vient d'annoncer une augmentation brutale de 10 % – 54 milliards de dollars – du budget américain de la Défense pour la seule année 2017, preuve s'il en fallait une que la méfiance grandit de jour en jour entre les « Grands » et prend maintenant une tournure dangereuse.

Conclure de ce qui précède que nous sommes à nouveau au seuil d'un conflit planétaire ne serait ni sérieux, ni raisonnable. Mais ce que l'on peut d'ores et déjà retenir pour certain est que la compétition entre les grandes puissances, nourrie par l'émergence de la Chine et de l'Inde, la réémergence de la Russie, génèrera de fortes tensions dans plusieurs parties du monde dans les années à venir. D'où l'idée qui fait son chemin dans ce qu'il est convenu d'appeler les « think tanks », ou groupes de

réflexion stratégiques, selon laquelle le temps est venu de mettre à plat le système onusien né de la deuxième guerre mondiale, système qui a manifestement fait son temps puisqu'il se révèle incapable de concilier les points de vue des puissants de ce monde.

Attendre une telle réflexion des Etats et des gouvernements qui sont englués dans les contraintes de la vie quotidienne et s'avèrent incapables de prévoir les conséquences à long terme de leurs décisions présentes relève purement et simplement de l'utopie, du rêve comme l'ont montré les conflits dévastateurs du dix-neuvième et du vingtième siècle. D'où cette question de simple bon sens : ne devrait-elle pas être engagée avant qu'il soit trop tard par l'Afrique, l'Amérique Latine, l'Asie du sud tout comme le font déjà ces communautés dans le domaine vital de la préservation de la nature face aux superpuissances industrielles de l'hémisphère nord qui ne s'en préoccupent guère quoi qu'elles prétendent ?

Jean-Paul Pigasse